

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM. 9. DIM. 10. LUND. 11 JUIN 1979 - N° 933

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Le grand spectacle électoral s'achève. Le rideau tombe, et les spectateurs, les millions de spectateurs, sont appelés à dire dimanche ce qu'ils ont pensé des acteurs. Après d'ultimes rodomontades télévisées dimanche soir, ceux-ci rentreront dans la coulisse pour faire le bilan, et préparer leur future prestation. Prochaine affiche : les présidentielles. Avec dans les principaux rôles Giscard, Mitterrand, Barre, Marchais, Veil, Rocard, Chirac. Les mêmes que cette fois-ci ; les mêmes qu'en mars 1978, les mêmes qu'en 1977, les mêmes qu'en 1974.

Cette fois-ci, il était question du parlement européen. En fait, ce sont avant tout les querelles de politique intérieure qui auront tenu le devant de la scène, avec une préoccupation commune aux quatre grands partis bourgeois : comment nuire au partenaire ? Giscard, par Veil interposée, contre Chirac, et Marchais contre Mitterrand. Et l'Europe dans tout cela ? Certes, ils en ont parlé. Ils ont parlé — un peu — du parlement européen, pour dire tous qu'il n'était pas question d'accroître ses pouvoirs. Diable ! fallait-il ainsi dépenser des milliards pour constater que les pouvoirs du parlement européen sont minces, et que tout le monde est d'accord pour qu'il en reste ainsi ? Ils ont aussi parlé — avec de vigoureux accents — de la supranationalité. Ils étaient d'autant plus à l'aise pour se prêter mutuellement de sombres arrière pensées que la supranationalité — c'est-à-dire un exécutif unique qui dicte sa volonté aux gouvernements nationaux — n'est aucunement envisageable actuellement. Ils ont enfin parlé de l'évolution européenne. Pour les uns, l'Europe, c'est la solution de tous les maux. Le chômage ? L'inflation ? La durée du travail ? L'énergie ? L'Europe ! L'Europe ! L'Europe ! Rien n'est plus faux. L'addition des difficultés des travailleurs de France, d'Allemagne, d'Italie, de Grande-Bretagne et des autres ne résoudra pas ces difficultés, pour une raison bien simple : l'Europe de Giscard, Schmidt ou de Thatcher, c'est celle des capitalistes. Si ces gens-là veulent faire l'Europe, c'est pour satisfaire leurs intérêts de classe.

Pour les autres, l'Europe est à l'inverse la responsable de tous les maux. Des licenciements de Longwy à l'interdiction de la chasse à la tourterelle, tout est de la faute de l'Europe. Rien n'est plus faux, là encore la bourgeoisie française n'a nul besoin d'être poussée pour s'attaquer aux droits et aux conditions de vie des travailleurs.

Ils ont parlé de tout cela, de beaucoup d'autres choses encore, mais ils n'ont pas parlé de l'essentiel.

L'essentiel, pour nous, c'est la lutte contre le chômage, contre les plans de restructuration et de licenciements, contre l'oppression et la répression des masses populaires. Cette lutte, c'est contre la bourgeoisie française, «notre» bourgeoisie, que nous la menons, car c'est elle qui est responsable de la situation faite au peuple de notre pays. Nous n'oublions pas pour autant que les travailleurs des autres pays européens subissent les mêmes coups, portés par leurs bourgeoisies respectives, et que l'Europe peut être pour les capitalistes un moyen d'harmoniser leur politique antipopulaire. C'est pourquoi nous mettons tout en œuvre pour soutenir et développer l'unité et la solidarité des classes ouvrières et des peuples d'Europe en lutte contre le capitalisme.

L'essentiel, ce sont aussi les menaces de guerre très directes qui pèsent sur notre continent. L'immense potentiel qu'est l'Europe est au centre de la rivalité des deux superpuissances, USA et URSS, et tous les faits concordent à prouver les visées sur l'Europe de l'URSS, aujourd'hui la plus agressive des deux. Nier cette réalité, ou fermer les yeux dessus, c'est finalement se faire le complice objectif des préparatifs de guerre. C'est pourquoi nous considérons qu'il est dans l'intérêt des prolétaires et des peuples de combattre tout ce qui va dans le sens d'un affaiblissement de l'action solidaire des pays d'Europe contre les superpuissances. C'est pourquoi aussi nous considérons comme positives toutes les actions de concertation européenne qui vont dans le sens de résister aux deux superpuissances.

Ces idées-là, essentielles, nous n'avons pas pu les défendre largement. Ou plutôt nous n'en avons pas eu le droit, parce que nous n'avions pas assez d'argent.

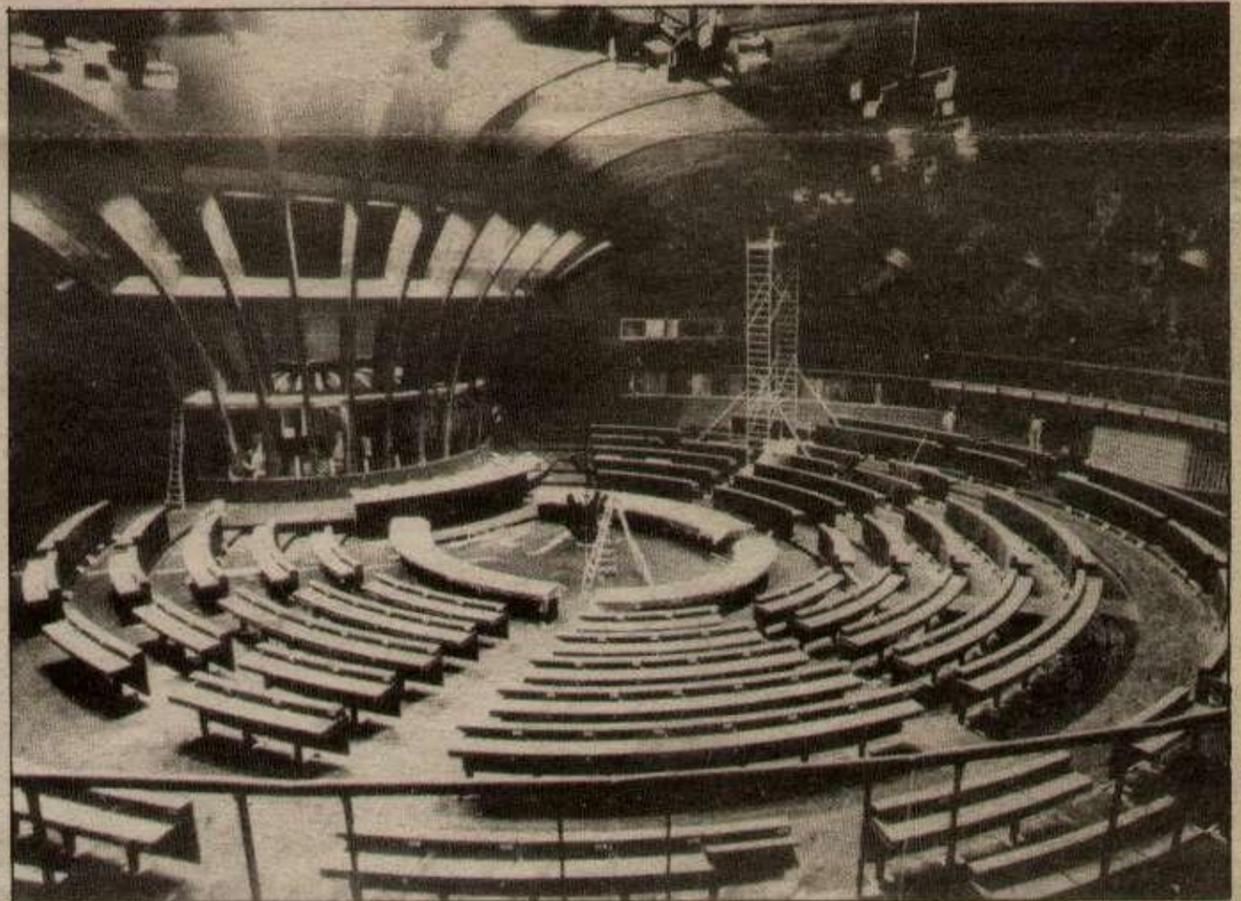
Ces idées là, qui prennent en compte les intérêts d'ensemble des prolétaires et des peuples d'Europe, aucune des listes en présence ne les a défendues.

Alors, dimanche, ne votez pas pour eux. Glissez dans l'urne le bulletin présenté en commun par le PCR ml et le PCML. Ce vote ne sera nul qu'aux yeux de la bourgeoisie. En réalité, il signifiera tout à la fois l'affirmation de claires positions sur l'Europe, et la condamnation de la sinistre comédie électoral.

Nicolas DUVALLOIS

Le scrutin de dimanche

Un enjeu bien maigre



Le siège de l'Assemblée européenne à Strasbourg

**LONGWY FÊTE
SES 6 MOIS DE LUTTE**

Lire en page 3

**EUROPE : DES LUTTES
CONTRE LE CHÔMAGE**

Lire en pages 8 et 9

**Sur la
démocratie
socialiste
en Chine
aujourd'hui**

Lire notre article
en pages 4 et 5

Maintenant

«NOS RÊVES, CAMARADES» Réflexions sur quelques aspects de l'histoire du PCF

Une militante du PCF, Yvonne Quilès, ancienne rédactrice en chef de *France Nouvelle*, parle du livre écrit par un autre militant du PCF, Gérard Belloin, lui aussi ancien journaliste de *France Nouvelle*. La crise et les contradictions internes au PCF sont bien sûr au centre de la réflexion. Signalons enfin que ce livre, à paraître prochainement aux éditions du Seuil, et intitulé «Nos rêves, camarades», sort dans une collection dirigée... par un membre du PCF, Antoine Spire, ancien directeur commercial des Editions Sociales.

Je n'y échapperai pas. Autant le savoir. On va chercher, dans cette critique, à décoder les signes de la «copinerie». Il est vrai que la «copinerie», ça fonctionne aussi. Il n'y a pas que la «camaderie politique» qui gomme les aspérités du «je».

Heureusement, pour ce que je pense du livre de Gérard Belloin, *Nos rêves camarades*, je n'aurais pas à farder mon opinion sous prétexte de «ne pas faire de la peine».

Jusqu'à ce livre, je pouvais plus ou moins dire : je connais Gérard, je travaille avec lui depuis plusieurs années ; comme il a dû le faire de moi, j'ai dû dire du mal de lui dans son dos, nous avons parfois réagi de façon à

peu près identique, notre vision de vivre, sinon notre manière, comporte des cousinages, notre appartenance au PC nous «travaille» du dedans, et j'aime aussi me vanter de ce qu'il écrit, et, surtout, décortique : «Je ne suis pas quelqu'un qui y voyait clair quand ses camarades se perdaient dans la nuit».

LE RISQUE DE L'ECRITURE

Autrement dit, quand j'ai su que Gérard Belloin «faisait un livre», j'ai pensé : «Je vois ce que c'est...!». Son effort s'inscrivait dans ce qui paraissait être un courant à la mode. On ne savait pas encore que les communistes critiques, avec leurs paroles, leurs mots, leurs écrits, leurs actes, deviendraient au moins, autant que d'autres, actionnaires de ce 23^e congrès. Que leur absence pèserait plus lourd dans les décisions finales que la présence des délégués mis en situation d'applaudir n'importe quoi : les chutes imprévues comme les promotions contradictoires.

Bref, je le confesse, je raisonnais a priori.

Au meurtrier «pourvu que les idées y soient» que nous avons entendu et subi si souvent dans notre carrière de «permanent qui écrit», Gérard Belloin propose enfin sa rébellion radicale : pourvu que l'écriture y soit. Dans une sorte de sadique et

salubre jouissance, il dénude, partout où ils se nichent, les mécanismes du «stalinisme ordinaire». Il réfléchit sur son étonnement quand, un beau jour, il apprit que les leaders politiques n'écrivaient pas leurs discours et leurs livres. Pour lui, maintenant, c'est clair et net : écrire, ça consiste toujours et uniquement à tracer des lettres sur une feuille blanche : «Soi-même. A dire : «je». A ses risques et périls».

Après avoir rappelé ce que nous savions, que les grands textes attribués à Maurice Thorez sont l'œuvre d'universitaires, il écrit : «C'est dommage. Peut-être que s'il n'avait pas été donné en sous-traitance pour son écriture, «Fils du Peuple» serait encore lisible. Seul un «je» prenant le risque de l'écriture aurait pu nous donner ce qui, en France, nous fait défaut : des textes de dirigeants communistes résistants à l'érosion du temps. Le «qui tient la plume» n'est pas une question innocente. C'est celui-là qui dirige la danse des mots».

Les bribes retenues et interrogées forment peu à peu la trame d'un essai efficace pour «approcher ce qu'il y avait de plus grave, de plus tenace, de plus puéril, de plus fou, de plus monstrueux aussi dans cette sorte de préhistoire personnelle où s'ancrent nos plus lointains

souvenirs et nos motivations les plus profondes...»

Communiste depuis la Libération — il avait quinze ans et demi —, «permanent» dans les organisations du PC pendant plus de 25 ans, l'auteur en conclut : «J'ai donc été stalinien». A ses «risques et périls», il démonte les mécanismes intimes qui ont conduit le jeune tourangeau paysan qu'il était à devenir «l'un des éléments constitutifs d'un système de pensée et d'un ensemble de pratiques qui ont caractérisé une longue période historique de la vie du parti auquel j'avais adhéré. Un élément modeste pour un stalinisme ordinaire, certes...» mais «qui m'a fait autant que je l'ai fait...».

LE BESOIN DE CROIRE

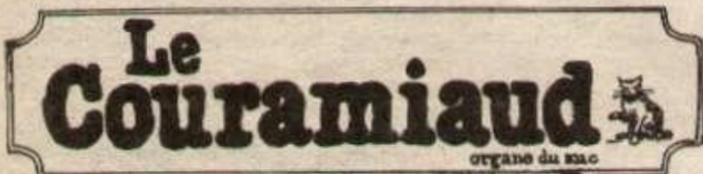
Quelle force auraient eu ces mots qui l'ont fait «rêver», qui l'ont fait «croire», Staline, Union soviétique, etc, si le besoin de croire, «venu de toujours», n'avait pas été en lui ? Et si, justement, contrairement à ce que conseillait Lénine à ses camarades, il ne fallait pas rêver en politique ? N'est-elle pas là, la grande tricherie, celle qui conduit aux matins brutaux où, tout à coup, vous êtes jeté, sans coquille, dans votre propre histoire ?

L'auteur qui paraît avoir été catapulté de sa préhistoire

personnelle en ce printemps 1978, qui, plutôt, a entrepris de s'en dégluer, pose la question, à mon avis, valable pour tout le monde. Car, Mesdames et Messieurs les «non-communistes», franchement, répondez, la glu de la préhistoire ne vous colle-t-elle pas toujours aux chausses ? Peut-être, même, que ce n'est pas un hasard si ce sont des communistes qui entreprennent cet auto-décrassage ? Non ?

Mais la partie du livre de Belloin qui résonne, à mon avis, avec une sensibilité imprévue, c'est celle où, de mots en mots, de rêves en foi, de croire en croire, remontant le chemin de son vécu et de son imaginaire, il découvre — enlever la couverture — son enfance passée «dans les dépendances — et la dépendance — d'une maison bourgeoise» où ses parents «étaient employés en qualité de closiers», gardiens-jardiniers-viticulteurs gagés.

Pourtant, quand il parle de «l'attention délicate portée à la vigne, du plaisir éprouvé, de la considération dont ne bénéficiaient pas les autres cultures», de la différence que l'on croyait déceler entre gens «des pays de terre» et «des pays de vigne», alors, là, je jouis de toutes mes racines entrelacées : Nous aussi, «paysans de montagne», nous nous sommes toujours insolemment prétendus plus «avancés» que les «paysans de plaine» !



A magouilleur, magouilleur et demi

La presse parallèle se meurt. C'est l'étonnante constatation du *Nouvel Observateur*, dont une récente enquête ne fait plus état que de l'existence de sept journaux «parallèles». Condescendant, le *Nouvel Observateur* dit sa déception. Et bien, rassurons-le. La presse parallèle ne se porte pas si mal, comme en témoigne le *Couramiaud*, de Saint-Chamond, qui décrit à sa manière quelques petites histoires de la municipalité — de gauche —.

«Au sein de cette assemblée, il faut savoir être constructif et je pense que mon expérience actuelle est en mesure de répondre à ce besoin». Ainsi s'exprimait Badet dans sa profession de foi du 18 mars. Rassure-toi Jacquot, on sait bien que tu veux avant tout passer pour un bon gestionnaire. Le Mauroy de Saint-Chamond, voire le Pinay dont tu ne rougis pas de reprendre les thèmes

dans un tract étonnamment semblable à celui de l'apôtre de l'austérité est sur la bonne voie.

Ton anticommunisme primaire qu'on sent dans tes derniers tracts a pour but de happer l'électorat centriste qui, faute de mieux, vote Bouchacourt. Ton pote aura fait une très mauvaise campagne d'extrême-droite, une campagne ratée qui sonne le glas provisoire de ses espérances. La droite locale va entrer en léthargie jusqu'aux prochaines élections (83).

Pendant que le fils Bouchacourt distribuait les tracts de son père devant les églises, toi, Jacquot, tu gardais ta R 16 et tu faisais l'apprentissage des tournées de bistrot. Certes, tu as bien grimacé une ou deux fois quand le blanc sec a rencontré ton palais. Au petit déjeuner, tu préfères les croissants du pâtisseries d'Izieux. Certes tu t'essuies discrètement la main quand certains buveurs te la serrent avec un peu trop d'enthousiasme. Et il t'arrive de

te détourner quand on te rote au visage. C'est dur une campagne électorale pour un châtelain de gauche !

Ils avaient l'air maîin, les communistes, eux qui ne t'avaient guère ménagé avant le premier tour et dont tu te démarquais à présent, d'appeler à voter pour toi, le candidat d'Union de la gauche. *Le Monde* avait beau titrer : «Mitterrand boude Badet», toi qui es un homme de terroir, tu te farcissais deux concours de boules le même jour dont celui des Anciens d'Algérie. Ça rassure les boulistes anciens combattants dans une campagne électorale.

Pendant que Bouchacourt, grâce à une complicité préfectorale (?), écrivait à tous les abstentionnistes du premier tour, toi, tu faisais coller affiches et tracts par un dernier carré de fidèles. Tu n'avais pas le choix : même tes conseillers municipaux refusent de t'assister dans tes campagnes.

Le 25 mars, quand tu entends à Europe 1 que Saint-Chamond

bat à midi les taux de participation tu avales de travers ton soufflé au crabe. Dans l'après-midi, ton adversaire arpentera toute la ville à la recherche d'enfants à serrer sur sa maigre poitrine. Toi, tu restes dans son salon Louis-Philippe. Et quand à 22 h on te téléphone que tu as gagné tu descends prendre ton bain de foule.

Le lendemain, tu prendras connaissance avec plaisir des commentaires du *Progrès* qui parle de ta position renforcée. Et tu balances d'un revers de main le tract vengeur du PC intitulé «les manquements du PS».

Il ne te reste plus qu'à commander de nouvelles cartes de visite. A 35 ans, maire, conseiller régional et général et président d'un tas de trucs ça ne serait pas mal s'il n'y avait les emmerdeurs de ton parti. La journée a passé si vite dans l'euphorie du succès. Le préfet lui-même t'a appelé pour te féliciter. Mais il est 19 heures ce lundi 26 mars. Une autre épreuve t'attend.

Lundi 26 mars : réunion de section du PS à l'ex-collège Claude Lebois. Il s'agit de préparer le congrès de Metz. Badet, nouveau conseiller général et à qui Mitterrand a dit : «C'est moi qui t'ai fait maire tu me le paieras cher» (il s'agissait du ralliement à Mauroy) n'est pas très à l'aise. (...)

A 22 h 30 le verdict tombe : Badet est désavoué par les militants. 38 voix vont à Mitterrand, 33 à Mauroy, 3 à Rocard et au CERES.

Il reste maintenant à élire le nouveau bureau de section. Manipulation qui permettra à Badet une opération de récupération dont il a le secret. (...)

Badet annonçait alors que sa bande se ralliait à la candidature union de J. Aubert alors que P. Fay passait par toutes les couleurs de l'arc en ciel. Peu avant minuit, Aubert était élu secrétaire par 44 voix «contre sa volonté» : Fay, furieux, assurait qu'on «avait essayé de le démolir».

de Longwy... Nouvelles de Longwy... Nouvelles de Longwy... Nouvelles de

L'ÉQUIPE RADIO SOS EMPLOI LANCE UN APPEL A LA SOLIDARITÉ

L'équipe d'animation de «Radio SOS-Emploi» lance un appel pressant aux travailleurs, aux militants, aux organisations. Depuis le 16 décembre 1978, «SOS-Emploi» est à l'écoute des sidérurgistes et de la population. Une équipe de militants l'anime après les journées de travail. Avec ses modestes moyens, «SOS-Emploi» s'est toujours mobilisé pour être «sur les événements», populariser l'action des travailleurs, prendre sa part dans les mobilisations. En même temps qu'un précieux moyen d'information rapide, la radio est un moyen de mobilisation au service de la lutte. Depuis le 16 décembre, des progrès importants ont été réalisés. Aujourd'hui, on travaille en «direct» à «Radio SOS-Emploi»; en faisant jouer

la solidarité et l'ingéniosité, on est parvenu à se doter d'un petit peu plus de matériel; on a aussi formé de nouveaux animateurs. Au total, l'équipe a avancé, elle a acquis une certaine maîtrise de la radio. Mais il reste énormément à faire. Toute l'expérience peut être remise en cause à tout moment. Et d'abord, immédiatement, un premier problème doit être résolu dans les plus brefs délais, un problème grave, angoissant: le brouillage.

Le pouvoir n'a pas encore osé s'attaquer de front aux radios ouvrières de Longwy. Il sait que les travailleurs ne le laisseraient pas faire. Il a pu mesurer combien l'impact de ces radios était grand dans la population. Il a vu des milliers de Longoviciens descendre dans la rue pour défendre leurs radios.



Radio SOS-Emploi: ici début juin, les travailleurs débattent et expriment leurs points de vue.

Alors, il emploie des moyens sournois. Rien n'est plus lassant que de chercher à capter les émissions pendant des heures, de ne pas y parvenir, ou de tomber sans cesse sur le sinistre «BIP BIP» envoyé depuis le relais de Bois-de-Châ transformé en véritable camp retranché, gardé en permanence par des hordes noires. A la fin, en désespoir de cause, on abandonne. C'est ce que veut le pouvoir: une équipe, qui travaille dur, pour faire des émissions qui ne peuvent être écoutées. En somme une radio sans auditeurs... On ne cache pas à «Radio SOS-Emploi», que la situation est préoccupante. Un moment, l'idée d'arrêter purement et simplement la radio a été avancée. Mais non, le pouvoir serait trop heureux, on ne lui fera pas ce cadeau. Ils ont décidé de se battre, les animateurs de «Radio SOS-Emploi»;

pour garder leur radio, pour garder leur moyen de lutte au service des travailleurs. Les idées ne manquent pas pour déjouer le brouillage. C'est possible mais il faut des moyens, du matériel. La bataille qu'ils ont lancée contre le pouvoir ne peut cependant être gagnée qu'à une condition: le soutien des travailleurs.

«SOS-Emploi» lance un appel à la solidarité. Soutenez-la, écrivez-lui, mobilisez les gens autour de vous. L'existence d'une radio ouvrière est en jeu.

Libellez les chèques de la manière suivante:

CFDT Longwy - soutien à SOS-Emploi
CCP 2156 03 D NANCY
Adressez toutes les correspondances à:
U.I.S. CFDT
9 rue du Colonel Merlin
54 400 Longwy-Bas.

Après la condamnation de Roger Marin

Dans la nuit de vendredi à samedi 2 juin, les militants CFDT apprennent la confirmation de la condamnation de Roger Marin à 10 mois de prison, dont 4 fermes. Ils décident d'y riposter par une action de coupure du câble de relais de télévision, qui alimente les postes de télévision et le système de brouillage des radios S.O.S. et L.C.A. Le câble était brûlé avec une lampe à souder. Dans un premier temps, la presse annonçait que l'opération avait échoué.

Europe 1 annonçait même que c'était suite à une intervention des CRS que le «commando avait été dispersé». En réalité, il semble que l'humidité ait poursuivi l'action des militants syndicaux et contribué à couper l'alimentation en courant du relais. Depuis dimanche, la 2^e et la 3^e chaîne étaient coupées sur l'ensemble du Bassin. Elles ne devaient être rétablies que dans la journée de jeudi.

NANTES

MOBILISATION DES MÉTALLOS CONTRE LA RÉPRESSION SYNDICALE

Judi matin, la CGT et la CFDT appelaient la métallurgie nantaise à débrayer. Débrayage massivement suivi, qui faisait suite à plusieurs licenciements et tentatives de licenciements de délégués syndicaux.

A Saunier-Duval et Brissonneau, deux délégués syndicaux viennent d'être licenciés sur autorisation ministérielle. Chez Guillouard, la direction a décidé la mise à pied, pour trois jours, de deux militants CGT et CFDT, et a entamé une procédure de licenciement contre les deux secrétaires de section CGT et CFDT. A Brissonneau, la direction s'était vu refuser les 23 licenciements (qui font suite aux 136 du début de l'année) par la direction du travail. En appel, le ministre du Travail en confirmait un, celui de la déléguée CGT. Les Unions Métaux CGT et CFDT organisaient en même temps un rassemblement devant Guillouard. Plus de 1 000 métallos de toutes les usines de Nantes y participaient.

«NOUS VOULONS GARDER NOS MAINS»

Les licenciements syndicaux dans cette usine d'appareillage ménager font suite au mouvement de lutte qui s'est déroulé la semaine dernière. Quatre jours de grève à 100%, à la suite d'un accident (le deuxième du genre) qui a coûté une main entière à une jeune ouvrière. A cette occasion, la direction était retenue quelques heures dans les bureaux. C'est que la colère des ouvrières de Guillouard est largement justifiée: usine du début du siècle, où certaines sont encore enchaînées aux machines par des bracelets de sécurité: la majorité des machines, notamment les petites presses n'ont quasiment aucune sécurité et tout cela pour

le SMIC avec tout un système de primes au rendement, véritables responsables des accidents du travail. Les doigts coupés chez Guillouard, on ne les compte plus. «Nous voulons garder nos mains»: le mot d'ordre des travailleuses de Guillouard qui réclament la suppression des primes au rendement et la création d'un comité de sécurité dirigé par les travailleuses, est suffisamment explicite.

UN DÉVELOPPEMENT CONCERTÉ DE LA RÉPRESSION

Dans leurs interventions la CGT et la CFDT mettaient l'accent sur l'offensive que mène aujourd'hui l'UIMM contre les droits syndicaux: 140 millions d'amende aux syndicats de Dubigeon, licenciements de délégués, amendes quasi systématiques demandées aux syndicats pour les piquets de grève.

Ils rappelaient également la dernière directive de l'UIMM du 14 mars 1979 qui réclame explicitement le licenciement de tout délégué qui «dépassé son mandat» et incite les patrons à faire connaître immédiatement «tout acte de violence ouvrière», pour préparer la riposte patronale.

Face au développement actuel des luttes et à leur durcissement comme dans la sidérurgie, patrons et gouvernement s'acharnent à perfectionner leur arsenal répressif. La mobilisation d'aujourd'hui à Nantes est un premier pas dans la nécessaire riposte qu'il faut y opposer. Mais la manifestation de 500 mètres proposée jeudi matin à l'issue du rassemblement ne saurait suffire, ne serait-ce que pour faire annuler les actuels licenciements de délégués syndicaux à Nantes.

Corr. NANTES

Dimanche 10 juin fête pour les 6 mois de lutte

Le crassier, symbole de la lutte de tout le Bassin.

Il y a 6 mois que la CFDT y implantait ce S.O.S. lumineux qui depuis, brille nuit et jour.

Dimanche 10 juin, pour fêter ces 6 mois de lutte, la CFDT organise une journée portes ouvertes au crassier.

La lutte continue.

Au programme de la fête:

— Venez pique-niquer en famille au pied du crassier à partir de 12 heures. Vous y trouverez une buvette, des merguez, des saucisses, des sandwiches, des jeux pour enfants.

— GAM (Groupe d'Action Musicale), cinq jeunes qui chantent nos luttes et nos espoirs.

— Des jeunes chanteurs, musiciens de la région, pour l'ambiance: Pascal Haas, et les Nocturnes, variétés.

— Toute la journée, forum-débats: où va la lutte?

«A TRAVERS LES FRONTIÈRES, SOLIDARITÉ OUVRIÈRE»

Succès de la marche
Athus - Rodange -
Longwy,
samedi dernier 2 juin

Samedi 2, dès 13 h, le PCR ml intervenait au portier d'Usinor Senelle, pour appeler les travailleurs à soutenir la marche et à y participer. Notre camarade Alphonse Laux, qui rappelait à cette occasion qu'il avait travaillé dans cette usine, s'adressait aux sidérurgistes d'Usinor.

Dès 15 h, à Athus, des délégations de sidérurgistes des grandes usines des trois pays frontaliers se rassemblaient devant l'usine de la MMRA. Tout au long de la marche, qui traversait Rodange, puis Longlaville, Herserange, pour arriver à Longwy, s'est exprimée la solidarité active des sidérurgistes, contre les licenciements, le chômage et la répression qui frappent dans toute l'Europe.

«A travers les frontières, solidarité ouvrière», «sidérurgistes de tous les pays, solidarité avec Longwy», voilà les mots d'ordre que l'on entendait retentir dans les quartiers populaires traversés en Belgique, au Luxembourg et en France.

Tout au long de la marche, l'accueil populaire a été très favorable. En particulier à Longlaville et Herserange, de nombreuses personnes étaient sorties pour accueillir la marche, applaudissant, certains l'accompagnant un moment. En témoigne aussi la diffusion du *Quotidien du Peuple*: plus de 140 exemplaires. De même une collecte, auprès de la population, qui a rapporté 150 F divisés à part égale et remis aux deux radios LCA et SOS-Emploi dès la fin de la marche.

Les organisations PCR ml, TPO (Belgique), UCL (Luxembourg) qui avaient pris l'initiative de cette marche, avec le soutien du KBW (RFA), se félicitent du succès de cette initiative. A quelques jours des élections européennes, cette initiative a permis de concrétiser la possibilité d'une lutte commune des sidérurgistes, et la perspective de l'unité des luttes anticapitalistes en Europe.

Le dossier du *Quotidien* daté du mercredi 13 juin aura pour thème:

Les chômeurs face
à l'administration du chômage



5 avril 1979 à Pékin : commémoration de la manifestation de 1976 sur la place Tien-An-Men.

Depuis plusieurs mois, on insiste avec force en République populaire de Chine sur le développement de la démocratie socialiste. Un des mots d'ordre les plus fréquemment avancés est celui de la libération des esprits : cette dimension importante de la vie politique chinoise fait l'objet d'interprétations variées. Dans la presse occidentale, *Le Monde* en particulier, l'attention est portée en premier lieu sur un certain nombre de tendances marginales, nous verrons en quoi, qui ont pour point commun de remettre en cause la dictature du prolétariat ; le déploiement de mesures démocratiques est totalement escamoté au profit de l'expression un temps rendue possible, de points de vue manifestant un rejet systématique du socialisme : attaques contre Mao, appel à l'intervention de Carter dans les affaires intérieures de la Chine... D'un autre côté, on envisage

comme une marque d'opportunisme le fait que sur un grand nombre de problèmes de l'édification socialiste, plusieurs conceptions entrent en compétition et on prend pour un signe de faiblesse le fait que la voie n'est pas d'emblée tranchée, en quelques formules, claires, définitives, lapidaires. Rarement est correctement évalué ce mouvement d'une grande ampleur et d'une grande signification pour l'élargissement et de la démocratie socialiste, qui, à la fois, témoigne de l'histoire et de la spécificité de la révolution chinoise, en même temps qu'il éclaire, pour nous, partisans du Manifeste pour le socialisme en France, le fonctionnement complexe du système politique de la dictature du prolétariat.

La République populaire de Chine va bientôt célébrer son trentième anniversaire : 30 ans de Chine nouvelle, plus de 20 ans de socialisme. Pourquoi après tant d'années de lutte révolutionnaire, la question de la démocratie socialiste garde-t-elle tant d'importance ? N'a-t-elle pas été pour l'essentiel résolue et particulièrement, la Révolution culturelle n'a-t-elle pas marqué un épanouissement jusque-là inconnu de la démocratie ? En fait, cette question que nous nous sommes posée s'accompagne bien souvent d'une crainte : celle de voir remettre en cause, dans l'avancée des thèmes démocratiques, l'orientation révolutionnaire de la société, celle qu'en définitive la référence à la démocratie n'accompagne ou ne dissimule un changement fondamental de ligne politique dans l'édification socialiste. Il s'agit donc de bien cerner dans quels termes le problème de la démocratie socialiste est aujourd'hui posé ; c'est ce qu'a pu faire dans une assez large mesure la délégation du Comité Central de notre Parti lors de son dernier voyage en République Populaire de Chine.

Le processus des luttes politiques qui se sont déroulées pendant les dix années de la Révolution Culturelle, certaines caractéristiques qu'elles ont revêtues, les conséquences qui en ont résulté pour les masses fournissent, à n'en pas douter, le point de départ du débat actuel sur la démocratie. Le bilan de ces dix années n'est pas tiré aujourd'hui et ne le sera pas, vraisemblablement, à brève échéance, bien que le Parti s'y emploie et que certaines indications soient fournies, sur des points de repère aussi importants que le rôle de Mao Zedong : « Ses erreurs sont insignifiantes en regard de ses mérites », « le drapeau de Mao constituera toujours un drapeau dans la lutte pour l'édification

socialiste » ; les circonstances du déclenchement de la Révolution Culturelle : le courant idéologique révisionniste dirigé par l'Union Soviétique, le reflet de ce courant en Chine même, l'apparition de tendances bureaucratiques parmi les cadres, enfin la reconnaissance de la réalité et du bien-fondé des motifs ayant incité le PCC au lancement de la Révolution Culturelle.

Des faits qui donnent à réfléchir

Toutefois, un certain nombre de faits donnent à réfléchir. C'est dans le cours de la Révolution Culturelle, les tentatives de Lin Biao et la Bande des Quatre pour s'emparer du pouvoir. C'est la coupure manifeste, à la fin de ces dix années, entre les larges masses et une partie de la direction du Parti, coupure qui éclatera au grand jour avec les manifestations de la Place Tien An Men à Pékin en 1976. C'est la coexistence entre les larges FORMES d'expression des masses (dazibaos, grand débat...) et une répression effective de cadres et de militants communistes, de vétérans de la Longue Marche, de la grande masse des intellectuels. C'est la sclérose de la production artistique, ce sont certaines manifestations du Culte de la personnalité, contre lesquelles s'est insurgé Mao, mais qu'encourageait Lin Biao et le Petit livre rouge. Ce sont tous ces dérapages, toutes ces déformations survenues dans le cours d'une Révolution Culturelle, prévue pour être réalisée en 3 ans et qui en durera 10 ; c'est tout cela qui alimente le débat sur la démocratie socialiste. Rendre compte des raisons pour lesquelles ces glissements se sont fait jour appelle à une

réflexion sur la société chinoise elle-même, sur le fonctionnement du système politique qui la structure.

La base sociale du courant gauchiste

En effet, comment a-t-il été possible qu'un courant idéaliste, ultra-gauchiste, non certes soit apparu, mais ait disposé d'un contrôle à peu près total sur la presse et les moyens d'information, sur des régions et grandes villes du pays, ait été en situation, à plusieurs reprises, de s'emparer du pouvoir ? Quelle est la base sociale sur laquelle a pu reposer la force de ce courant, quelles sont les limites de la démocratie et de la légalité socialiste qui ont servi des factions gauchistes ?

La Chine, chacun le sait, est un pays essentiellement rural ; la classe ouvrière est minoritaire, la production, à la campagne, s'effectue encore de manière rudimentaire, à la main et avec l'aide d'animaux de trait, la mécanisation est tout à fait partielle et inégalement développée. Les habitudes de la petite production restent fortement ancrées ; le niveau matériel et culturel de vie des masses est assez bas. Dire cela n'atténue en rien l'immensité des progrès qu'a apportés le socialisme à la Chine, avec la fin des famines, des épidémies, la protection contre les calamités naturelles, la disparition de l'exploitation féroce des propriétaires fonciers et des usuriers. Le peuple chinois vit correctement et décemment, il s'est débarrassé des trois montagnés : l'impérialisme, le colonialisme, le féodalisme ; mais 30 ans de Chine nouvelle n'ont pu, c'est bien évident, faire disparaître toutes les séquelles, tous les vestiges de l'ancienne société. C'est en ce sens que Mao disait que la Chine était un

océan de petite bourgeoisie, de petite production. Certaines caractéristiques politiques de la paysannerie, analysées magistralement par Marx dans *Le 18 Brumaire* (1) marquent encore, dans une certaine mesure, la campagne chinoise.

Sans doute est-il bien difficile d'apprécier ces vérités premières, ces incontestables données de fait, après que, des années durant, la représentation de la Chine ait été idéalisée, à travers le système de propagande qui contrôlaient les Quatre. Il n'était alors question que des exemples d'avant-garde, des réalisations avancées, de la pointe extrême du progrès de la société socialiste en développement. Bien sûr, la plupart du temps ces exemples, au sens plein du terme, n'étaient pas forgés de toutes pièces, pour la démonstration. Mais là où l'erreur, ou la tromperie, comme l'on voudra, se faisait jour, c'est lorsque l'on présentait ces exceptions d'avant-garde comme le point réel de l'avancée de la société toute entière. Par exemple, la brigade héroïque de Tatchai rassemble des paysans qui ont transféré leur unité de compte, pour la répartition des moyens de production comme du produit, au niveau de la brigade (2). Généraliser le transfert de l'unité de compte de l'équipe de production à la brigade a abouti par contre à un certain nombre de petites catastrophes économiques. Là où les conditions politiques, le niveau de conscience des paysans ne l'autorisaient pas encore, ce transfert a provoqué une baisse de production, un alignement des normes de production sur les unités les plus retardataires. Le gauchisme se manifeste ici par un alignement idéaliste sur les secteurs les plus avancés ; et alors cette interprétation du mot d'ordre révolutionnaire : « Que l'agriculture prenne exemple sur Tatchai » compris comme : que

toutes les communes populaires agissent exactement comme le fait Tatchai, le transforme en son contraire ; au lieu d'en faire un mot d'ordre dynamique qui stimule la socialisation de l'agriculture, il devient un carcan figeant le développement possible, dans une situation concrète, des rapports de production à la campagne.

Des points de vue hérités de la société féodale

Cela, le peuple chinois en a fait l'expérience ; il a expérimenté la nocivité d'une ligne ultra-gauche, qui dans le meilleur des cas, lui a imposé la réalisation de tâches trop en avance sur l'état réel de développement de la société socialiste, l'a placé devant l'alternative suivante : ou réaliser l'impossible, ou sombrer dans le révisionnisme. L'impossible, sauf dans de rares unités avancées, parce que ni les conditions matérielles concrètes, ni le niveau de conscience idéologique et politique des larges masses ne le permettaient : que le peuple chinois sache, dans sa masse, distinguer ses amis de ses ennemis, que toute son expérience de dizaines d'années révolutionnaires lui permette de reconnaître la supériorité de la voie socialiste, de savoir que seul le socialisme peut sauver la Chine, c'est une chose ; mais il n'en découle pas mécaniquement que la conception du monde matérialiste dialectique ait pénétré profondément, qu'elle façonne les points de vue et les attitudes. Aussi est-il possible de voir resurgir dans le cadre même du système socialiste, dans les institutions qui le définissent, des attitudes, des comportements, des points de vue hérités de la vieille société féodale. Aussi est-il particulièrement difficile de discerner l'enjeu des luttes

SUR LA DEMOCRATIE SOCIALISTE EN CHINE AUJOURD'HUI

d'idées, des contradictions sur la ligne, pour autant qu'elles se mènent à l'intérieur du Parti — et cela tant que la pratique n'a pas clairement indiqué à quoi conduisent concrètement les orientations proposées.

Car dans ces luttes, s'investissent non seulement des conceptions différentes de la tactique et de la stratégie, mais aussi le reflet de la réalité contradictoire économique, sociale, idéologique de la société toute entière. Concrètement, l'orientation ultra-gauche définie par Lin Biao puis les Quatre n'est pas simplement une déformation du marxisme-léninisme et de la pensée Mao Zedong, ce sont avant tout les résurgences dans le parti des conceptions idéalistes, métaphysiques héritées du féodalisme et entretenues par la force de la petite production. Parmi ces conceptions, par exemple, la théorie du génie développée par Lin Biao, qui s'est concrétisée par certaines manifestations du culte de la personnalité de Mao ; cette théorie est tout à fait contradictoire avec la pensée Mao Zedong, qu'elle fige dans un certain nombre de formules, de citations que l'on peut d'ailleurs opposer parfois les unes aux autres, ce qui est normal, puisqu'elles n'ont pas de sens indépendamment du contexte politique dans lequel elles s'enracinent. Mais cette « absurdité » théorique restreint le faible développement des rapports sociaux à la campagne, où la représentation politique a traditionnellement impliqué l'intercession de personnages distincts de la paysannerie elle-même. De même, l'élargissement de la cible dans les luttes de la Révolution Culturelle, la tendance à fabriquer, comme l'indiquait Mao, des étiquettes et des drapeaux de bourgeois, contre-révolutionnaire, n'est pas seulement une manifestation du gauchisme, elle reflète également la subsistance des conceptions féodales de clan, de la notion d'hérédité féodale. Ainsi, tout l'entourage d'un élément critiqué, famille, amis, alliés, se trouve-t-il suspecté, mis en cause. On comprend combien alors peut-être redoutable, dans la formation d'une bureaucratie à laquelle incite le faible développement des forces productives et des rapports sociaux, le maintien de telles conceptions. Le poids de l'ancienne société féodale, que l'édification socialiste a commencé à entamer, ne pourra progressivement disparaître qu'avec la réalisation des quatre modernisations et la poursuite d'un intense travail d'édification idéologique. Cet état de fait explique que le rôle du parti soit aussi décisif, à tous les niveaux de la société chinoise, pour entreprendre la transformation complète de la base matérielle et de la superstructure. Dans les conditions concrètes de la révolution chinoise, la dictature du prolétariat ne peut s'exercer tout à fait dans les formes de la Commune de Paris, elle n'a pu et ne peut encore signifier l'exercice direct par les masses du pouvoir d'Etat, qui reste le but essentiel à atteindre à un stade plus avancé du socialisme, il s'agit là d'une différence importante avec une société au sein de laquelle la classe ouvrière ne non seulement politi-

quement, mais aussi par son importance numérique, par la place qu'elle occupe dans des rapports de production développés, dans une production largement socialisée. La définition concrète du système politique de la dictature du prolétariat est tout à fait tributaire des caractères spécifiques du développement de la base matérielle et, sur cette base, de l'expérience politique, des conceptions idéologiques des masses qui lui sont liées.

Direction du parti et démocratie socialiste

Ainsi le rôle dirigeant du Parti est d'autant plus étendu que le prolétariat doit contre la force matérielle et la force des habitudes, héritées de l'ancienne société. C'est la présence des vestiges de la société féodale au sein même de la société de transition qui nécessite l'intervention omniprésente du Parti. Le rôle dirigeant, à tous les niveaux, de celui-ci est une garantie essentielle de transformation de la société dans le sens socialiste, qui seule peut contre la tendance inscrite dans la base matérielle à une régression vers le capitalisme. Encore cette garantie n'est-elle pas absolue, dans la mesure où, à l'intérieur même du Parti, à travers les luttes d'idées même, à travers l'usage des concepts marxistes eux-mêmes, se poursuit ce permanent affrontement entre l'ancien et le nouveau, entre ce qui permet de se dégager de l'héritage féodal et de la petite production, et ce qui y ramène. C'est cela qui donne au problème de la démocratie socialiste en Chine ses caractéristiques propres. Ainsi, chaque fois que le Parti communiste a élargi les formes démocratiques de participation des masses à l'exercice de la dictature du prolétariat, il y a eu apparition de courants bourgeois qui remettaient en cause le socialisme. C'est ce qui s'est présenté lors de la première campagne : « Que cent fleurs s'épanouissent, que cent écoles rivalisent » avec la constitution de formations politiques favorables au capitalisme, qui cherchaient à évincer le parti communiste, au point que cette campagne a dû faire place assez vite à une lutte urgente contre les droitiers bourgeois. Il y a ainsi, dans une certaine mesure, contradiction entre un très large développement des formes démocratiques et le caractère socialiste de l'Etat, contradiction inscrite dans la base matérielle de la société. Cette contradiction, contradiction secondaire au sein du système politique de la dictature du prolétariat, a fait l'objet d'une déformation unilatérale très grave dans la ligne concrète développée par les Quatre. En assimilant la diversité des points de vue qui se font jour au sein des masses à l'expression de conceptions réactionnaires et bourgeoises, en portant gravement atteinte à la démocratie socialiste sous le prétexte de défendre leur orientation propre, qualifiée de ligne révolutionnaire, ils ont gravement réprimé les manifestants du 5 avril 1976, dont

l'action se situait dans la perspective de la révolution socialiste, et ont, du même coup, précipité leur chute. C'est qu'en vérité, s'il est vrai que l'effacement du Parti conduirait assez vite à une domination des forces bourgeoises et à une régression vers l'ancienne société, l'étouffement de la démocratie socialiste peut aboutir au même résultat, à cette mince différence près, que c'est de l'intérieur du

parti, et en avançant de manière masquée, en utilisant l'organisation communiste, et la phrase marxiste à la bouche que les éléments bourgeois agissent. Qu'ils soient de droite ou de gauche, qu'importe, le danger est le même ; c'est une riche expérience que le peuple chinois a pu faire, du début à la fin de la Révolution culturelle.

Aussi, la démocratie socialiste est-elle bien une impérieuse

nécessité pour la consolidation de la dictature du prolétariat. Son développement, son raffermissement, doit accompagner la transformation en profondeur de la base matérielle. Nous allons voir maintenant comment ce problème est concrètement posé en République populaire de Chine aujourd'hui.

M.C.

Dazibao - mur de la démocratie (5 avril 1979)

Adressé au directeur des sciences sociales écrit par le bureau de rédaction de la revue « Tribune du 5 avril ».

Titre : Est-ce que les gens du genre de la bande des Quatre ne réapparaissent plus maintenant ?

— Les conditions politiques de l'apparition de la bande des Quatre :

— C'est qu'à l'intérieur du parti on a pratiqué une ligne gauchiste, on a pratiqué le culte de la personnalité, on a saboté la démocratie.

— Nos cadres et les masses ont encore un niveau scientifique et culturel bas.

— Il y avait beaucoup de carcans spirituels, dans le pays, on n'a pas l'habitude de réfléchir, on est habitué à suivre la volonté des dirigeants.

C'est là la base sociale de l'apparition de la bande des Quatre.

Comme le développement des forces productives est faible, dans la période à venir les relations sociales et beaucoup de questions importantes concernant la superstructure dépendent du développement des forces productives. L'élément économique de l'apparition de la bande des Quatre existe toujours.

— Actuellement du point de vue politique le Parti a mis fin à la ligne gauchiste mais il existe toujours un courant conservateur et la tendance à pratiquer le culte de la personnalité existe toujours au sein du parti. Le phénomène de travailler pour les intérêts individuels ou privés n'est pas toujours éliminé, donc personnel ne peut garantir qu'il n'existe plus de Krouchtchev.

La seule condition pour éviter l'apparition de la bande des Quatre, c'est de s'appuyer sur la démocratie populaire. Ce n'est que lorsque les masses populaires prennent vraiment conscience qu'il faut prendre en mains leur propre destin

qu'on peut éliminer la bande des Quatre. (...)

— Pour développer la démocratie, il faut, mis à part l'éducation des masses avec le marxisme-léninisme :

1) que le peuple connaisse les dirigeants, les points forts et leurs points faibles. L'apparition de la bande des Quatre l'a confirmé : on ne connaissait pas leur passé et ils ont pu tromper les masses.

2) Il faut laisser parler les masses même si elles ont quelquefois prononcé des phrases erronées ou bien des contestations assez violentes, il faut quand même les laisser se prononcer, à condition qu'elles n'organisent pas des activités concrètes et donc ne portent pas atteinte aux intérêts de l'Etat.

3) Il ne faut pas avoir un seul courant d'opinion, une seule idée juste, les autres seraient fausses, mais donner le droit aux masses de créer leur propre revue.

On a expliqué cela parce que pendant la révolution culturelle la bande des Quatre a mis la main sur les médias. On ne connaît pas complètement le vrai déroulement de la Révolution culturelle dans le pays. Bien que la bande des Quatre ait persécuté un grand nombre de dirigeants du Parti, même des hauts fonctionnaires, des généraux, cela on ne le savait pas.

Conclusion : à condition que les masses populaires soient devenues les vrais maîtres du pays, sous la direction de la juste ligne du Parti, avec le développement rapide de la productivité, en ajoutant d'autres mesures justes, à ce moment-là on peut éviter la réapparition de la bande des Quatre. Sinon cette possibilité existe toujours.

Complément : il y a une autre raison pour expliquer l'apparition de la bande des Quatre, c'est la bureaucratie.

Notes

(1) « Dans la mesure où des millions de familles paysannes vivent dans des conditions économiques qui les séparent de l'ensemble des autres et opposent leur genre de vie, leurs intérêts et leur culture à ceux des autres classes de la société, elles constituent une classe. Mais elles ne constituent pas une classe dans la mesure où il n'existe entre les paysans parcelaires qu'un lien local et où la similitude de leurs intérêts ne crée entre eux aucune communauté, aucune liaison nationale ni aucune organisation politique... Ils ne peuvent se représenter eux-mêmes, ils doivent être représentés. Leurs représentants doivent en même temps leur apparaître comme leurs maîtres, comme une autorité supérieure, comme une puissance gouvernementale absolue qui les protège contre les autres classes et leur envoie d'en haut la pluie et le beau temps. Marx - Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte.

Il est bien évident que l'analyse qu'effectue ici Marx, de la paysannerie parcelaire au milieu du XIX^e siècle en France n'a qu'un rapport très lointain avec la caractérisation des attitudes anciennes et des points

de vue hérités de la société féodale chinoise. Les paysans pauvres et moyens-pauvres chinois ont été la force principale de la révolution, ils se sont engagés dans une agriculture collective depuis des dizaines d'années, ils disposent de leurs propres organisations de lutte à l'échelle nationale : des millions de paysans chinois sont membres du Parti communiste. Tout cela est l'essentiel, constitue le nouveau, la base solide de la société socialiste.

Mais les vestiges du passé n'ont pas été véritablement éliminés. C'est, dans l'explication des limites et des transgressions apportées à la démocratie socialiste, sur cet aspect négatif, mais réel, que nous insistons ici, d'autant plus qu'il a été nié 10 ans durant dans la propagande idéaliste des Quatre.

(2) Un ensemble de familles (de 10 à 50) constitue une

équipe de production. C'est l'équipe qui est collectivement propriétaire de la terre et des moyens de culture les plus simples. Les revenus obtenus sur cette terre sont répartis entre les travailleurs de l'équipe en fonction du travail de chacun. La réunion de 5 à 10 équipes forme une brigade de production. La brigade est à la fois la réunion de plusieurs équipes et un échelon autonome de propriété collective : elle possède en effet différentes installations et moyens de production : tracteurs, moulins, écoles primaires... l'ensemble des brigades forme la commune populaire. La commune, c'est à la fois la réunion de plusieurs brigades et un échelon de propriété collective (ateliers, usines, hôpital, écoles secondaires, etc.).

Alain Lefebvre : Le système économique chinois

La suite de cet article paraîtra dans le quotidien dété du mercredi 13 juin

LUTTES OUVRIERES

Foyer Sonacotra de Romainville (Seine-Saint-Denis)

COMME A NANTERRE, LES «EXPULSÉS» DORMENT DANS LE FOYER

Très tôt mercredi, 20 à 25 cars de police se rangeaient dans la rue de Brazza à Romainville à deux pas de la porte de Bagnolet. Cela aurait bien pu être une simple manœuvre de routine puisqu'au même endroit existe une imposante caserne de gendarmerie.

Un résident raconte : «Je les ai comptés, il y en avait 15 par étage». Scénario désormais classique, les flics bloquent tous les résidents dans leur chambre : «Impossible d'aller aux toilettes ou d'aller préparer notre café». Contrairement à ce qu'ils font d'habitude, les flics n'ouvrent pas avec un passe-partout les portes des 29

résidents, dont ils sont venus exécuter l'expulsion : «ils les ont enfoncées». Pour le reste des opérations, ils se sont comportés à la manière de leurs collègues de Strasbourg ou de Nanterre la semaine dernière : «ils ont pris nos affaires et les ont mises toutes mélangées dans des cartons». Certains des expulsés sont déjà à leur

S'il y avait presque routine, elle n'avait pourtant rien à voir avec le casernement policier mais plutôt avec le foyer Sonacotra en grève des loyers qui est juste en vis-à-vis. Rapidement, les flics investissent le foyer...

travail à l'heure de l'intervention policière. Quand ils arriveront au foyer, prévenus par leurs camarades, toutes leurs affaires auront disparu «même nos papiers et nos économies». Les résidents expulsés ont été avisés qu'ils pouvaient récupérer leurs affaires chez un garde-meuble d'Ivry. Toute la journée les flics feront des

rondes autour du foyer. Les résidents semblent avoir été un peu surpris de l'intervention policière. Certes ils avaient été condamnés à être expulsés mais ils avaient fait appel à la décision du tribunal de Bobigny rendue le 16 janvier. Plusieurs fois le procès en appel avait été reporté. La prochaine audience était fixée au 21 juin. Naturellement, les résidents étaient informés que l'appel n'est pas suspensif dans ce genre d'affaires. Toutefois, depuis le 6 janvier qu'ils étaient dans l'incertitude, ils n'avaient pas de raison particulière de penser que la préfecture ferait exécuter, avant le procès en appel, les décisions prises en janvier.

UN FOYER DANS UN ETAT LAMENTABLE

Les résidents guident la visite du foyer. Tout en expliquant comment le gérant essaye de leur mener la vie dure en ne leur remettant par exemple le courrier qu'avec retard. Ils montrent les plafonds des cuisines : peintures écaillées, murs fissurés. Dans



Les résidents expulsés dans la cour du foyer ; ils récupèrent leurs affaires malmenées par les CRS.

Lyon : troisième semaine de grève pour 2 600 francs

LA DETERMINATION DES OUVRIERES DE CALOR

Lyon, avenue des Frères Lumière. Derrière la place où se tient le marché habituel, un fort groupe d'ouvrières sur le trottoir attire l'attention. Ce sont les ouvrières de Calor en grève. Au mur de l'usine,

La voiture-sono scandé des mois d'ordres, des chansonnettes sont entonnées. Des ouvrières en blouse bleue discutent, ce sont des déléguées de l'usine Paris-Rhône, voisine, venues apporter leur soutien. Plus loin, les ouvrières de Calor-Ville-Franche, elles aussi en grève totale, échangent leur point de vue avec celles de Lyon.

Très tôt ce jeudi matin devant les portes de Calor, à Lyon 8^e, ce sont plus de 200 ouvrières qui font le piquet de grève. Décidées la veille, la mise en place de ces piquets traduit concrètement la détermination des filles de Calor.

Elles sont en grève totale depuis le lundi 21 mai. Pour les 900 ouvrières, en majorité des femmes, un objectif : obtenir 2 600 francs de salaire net, hors prime.

UNE REVOLTE LONGTEMPS COUVÉE

Car Calor, c'est ce genre de boîte où les cadences

sont infernales avec à la clé des mois de salaires d'à peine 2 300 francs, y compris les primes et les années d'ancienneté, et encore sans être absente !

«En une heure je fais environ 1 000 gestes. Les cadences on n'en voit jamais la fin... On s'abrutit, on ne peut pas parler sur les chaînes ; si on le fait on nous met à des postes encore plus durs...» raconte l'une d'entre elles. Alors la révolte longtemps couvée, a explosé le 21 mai. La lutte a commencé quand les grévistes de Calor-Corbas sont venus en cortège à Lyon, expliquer leur mouvement à celles de Lyon 8^e. Depuis, chaque jour, elles ont entrepris des actions : délégation à la direction départementale du travail, blocages répétés de l'avenue des Frères Lumière etc. Mercredi après-midi, les CRS sont intervenus pour repousser la masse des grévistes rassemblés devant Calor et qui bloquaient l'avenue.

Ce jeudi matin c'est

une banderole CGT proclame : «mon mari est chômeur, mon fils est licencié, ma fille cherche du travail, non je ne rentrerai pas à la maison : droit au travail pour tous».

donc le 17^e jour de grève. A l'issue de l'action du blocage de rue la veille, une proposition offensive a recueilli l'assentiment de tous. Mettre en place des piquets de grève. Et dès 6 heures du matin, plus de 300 ouvrières se présentent. Elles ont dû subir les diverses provocations de la direction, voire des agressions physiques de la part des cadres et de la direction. Celle-ci, alors que la totalité des usines Calor de la région Rhône-Alpes sont en grève (Pont-Evêque, Villefranche, Lyon etc) n'a jusqu'à présent fait qu'avancer la date de la réunion du comité central d'entreprise de 5 jours. Autant dire qu'elle ne compte pour l'instant rien négocier.

REFUS DE LA SOUMISSION

Pourtant la combativité de Calor ne se dément pas. «Même en 1968, nous dit une déléguée CGT, la lutte n'avait pas connu cet aspect massif et déterminé».

Certes la lutte de Calor n'est pas encore largement connue sur Lyon. Même si des boîtes du coin comme celles de FAR, Paris-Rhône, Vidéocolor, Berliet-Feuillat, viennent apporter leur soutien et prendre des nouvelles régulièrement, même si des collectes sont effectuées. Mais il faut faire connaître largement cette lutte offensive de jeunes ouvrières.

«Elles n'acceptent pas qu'on soit obligé de se soumettre» affirme une jeune ouvrière, ce jeudi matin au piquet de grève. A l'évidence, ces trois semaines de lutte prouvent que les filles de chez Calor, loin de se soumettre, affirment bien haut leur volonté de ne plus subir des salaires de misère et de mauvaises conditions de travail, et qu'elles continueront de mettre tout en œuvre pour obtenir satisfaction.

De notre correspondant à Lyon
Michel BERTEL

Communiqué du Comité de résidents

«Ce matin, vers 5 heures, plus de 600 CRS ont encerclé le foyer Sonacotra de Romainville, 88 rue de Brazza, expulsent 29 résidents en lutte comme plusieurs milliers de travailleurs immigrés dans les foyers Sonacotra, ADEF, AFRP, etc. pour faire aboutir leurs justes revendications :

- pour la suppression du règlement intérieur (pas de droit de visite) ;
- pour le renvoi des gérants racistes, provocateurs (remplacement par des concierges comme dans les HLM) ;
- statut de locataire (comme tous les habitants de France) ;
- La reconnaissance du Comité de résidents élu démocratiquement et de notre Comité de coordination comme seul représentant des foyers en grève.

- Une baisse de loyer de 100 F et son blocage (car nous payons 270 F pour une chambre de 6 m² séparée par une cloison en contreplaqué d'une épaisseur de 4 mm).

Nous, les résidents, nous dénonçons ces méthodes fascistes dignes de la période de la guerre d'Algérie. Nous appelons les organisations syndicales et politiques à prendre les responsabilités face aux attaques dont sont victimes les travailleurs immigrés. Aujourd'hui, ce sont les immigrés, demain les travailleurs français.

La Sonacotra, avec la bénédiction de Stoléro, utilise la répression policière contre les grévistes, au lieu d'ouvrir de véritables négociations avec le Comité de coordination sur la base de la plate-forme revendicative nationale.

Face à la répression, Français-Immigrés solidarité !
Non aux expulsions des résidents en lutte !
Halte à la répression policière !
Travailleurs Français-Immigrés, une seule classe ouvrière !
Vive le Comité de coordination

Romainville le 6 juin 1978

les chambres alors que le foyer n'a que 6 ans, les courants d'air autour des fenêtres sont tels qu'en hiver, il faut un chauffage d'appoint, à la charge des résidents, pour ne pas mourir de froid. En se dirigeant vers les douches - il y en a trois pour 31 résidents - un délégué explique comment le gérant a décidé d'abonner le foyer à des journaux réactionnaires tunisiens ou marocains sur le budget animation.

Pourtant le rapport de force est nettement en faveur des résidents ; tous les résidents sans exception (y compris les Français et d'autres ressortissants de la CEE) sont en grève dès loyers depuis avril 1978.

Prochainement d'ailleurs le gérant et le Sonacotra pour qui il travaille, auront l'occasion de se rendre compte que la répression ne fait pas baisser la détermination des résidents. Il entend en effet ouvrir des négociations avec les résidents du foyer. Un délégué commente : «il va faire une drôle de tête quand il va voir que nous n'acceptons de négocier que sur la base de la plate-forme revendicative du comité de coordination».

Une autre preuve de la détermination des résidents : à Romainville comme à Nanterre le soir même de l'intervention policière les expulsés ont dormi dans leur foyer.

François MARCHADIER

téléphonez
au
quotidien
636 73 76



Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevret
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE s'efforce de présenter chaque fin de semaine, sur un sujet déterminé, plusieurs points de vue différents qui sont en présence au sein du peuple. Leur confrontation doit contribuer à faire avancer les débats au sein du mouvement de masse. Bien entendu, l'exposé de ces points de vue différents n'engage que leurs auteurs et nullement la rédaction du journal.

Nous appelons nos lecteurs à nous envoyer leurs contributions sur cette question, y compris s'ils le souhaitent en se situant par rapport aux points de vue déjà exprimés dans le cadre de la rubrique. Les lecteurs peuvent aussi revenir sur des questions déjà abordées ces dernières semaines, dans «Contraire au sein du peuple», car bien entendu, le passage d'un sujet de débat à un autre, ne signifie pas une clôture du débat précédent.

Après le 23^e congrès du PCF

Suite au débat ouvert dans notre rubrique, portant sur le PCF : «Après le 23^e congrès du PCF», nous avons reçu une contribution de Michel Renard et Jean-Charles Venturini, militants du PCF et de

l'UEC. Nous revenons donc sur cette question. C'est un nouvel élément qui s'ajoute au débat engagé et qui bien entendu n'est pas clos.

PCF : les enjeux d'une politique ouvrière et révolutionnaire

Certains de ceux qui vitupéraient, hier, contre le caractère préfabriqué du 23^e congrès, lui trouvent subitement un parfum discret d'eurocommunisme. Qu'a-t-il fallu pour qu'ils changent d'opinion ? Simplement qu'on fasse disparaître le père Fouettard, qu'on leur tende un hochet (la parution dans *L'Humanité* de leur appel à voter PCF), et qu'on leur passe la main dans le dos. Et chacun de se répandre en pronostics sur «l'ouverture», la «réconciliation», etc. Le tout clôturé par une réception mondaine avec force sourires et pognées de mains diplomatiques devant les journalistes : «l'achat des consciences se fait sous les sunlights» (R. Debray).

Nous n'irons pas à la soupe. Tentons pour notre part de réfléchir à quelques questions politiques du 23^e congrès, enjeux d'une lutte dans et hors du parti.

QUELLE STRATEGIE REVOLUTIONNAIRE ?

L'aspect dominant du discours stratégique tend à estomper la notion de rupture. L'adoption du mot d'ordre «d'autogestion» se fait sur une base réformiste (puisque l'autogestion est confondue avec les tâches de gestion et d'organisation qu'on peut conquérir démocratiquement dès aujourd'hui). Et sous prétexte de mieux lier le projet de société aux luttes présentes, «nous sommes passés de la conception de la démocratie avancée comme préalable au socialisme, à une stratégie qui vise à faire avancer la démocratie dans les luttes d'aujourd'hui, jusqu'au bout (de quoi ?), et dans le socialisme» (Ph. Herzog). La résolution nous propose de «faire avancer dans la lutte la démocratisation de la société sur tous les plans... ! Le théoricien de l'autogestion dans le parti (F. Damette) prétend que la conquête du pouvoir d'Etat n'est plus la condition de tout changement social... on file droit vers la théorie des pouvoirs locaux ! Le concept de révolution se dilue dans un vague démocratis-

me progressiste (c'est la «voie légale et graduelle» chère à Elleinstein qui triomphe). La stratégie de conquêtes «d'avancées démocratiques», conçues comme des reculs du capital, interdit de penser l'Etat comme l'ensemble des rapports politiques et idéologiques (contradictoires) enserrant les masses — et le mouvement ouvrier lui-même — et permettant la reproduction de l'exploitation et du pouvoir de la classe dominante ; elle interdit de penser la voie et les moyens de la nécessaire rupture révolutionnaire avec l'ensemble de ce système.

On doit donc parler aujourd'hui de **recentrage stratégique**, caractérisé par l'abandon progressif de l'idée de rupture anticapitaliste. C'est un tournant social-démocrate par rapport aux thèses du Manifeste de Champigny de 68. Tournant par rapport à ce que pouvait encore écrire G. Marchais en 1973 : «On ne peut faire l'économie de la révolution, c'est-à-dire des transformations économiques et politiques profondes, qui ne peuvent être effectuées qu'au niveau du pays tout entier». Mais ce recentrage va se heurter aux exigences anticapitalistes des luttes ouvrières.

QUELLE LIGNE DE COMBAT DANS LES LUTTES OUVRIERES ?

Le parti va-t-il s'employer à développer les luttes en favorisant l'unité d'action à la base et au sommet, en cherchant à créer les conditions d'une issue victorieuse : par la mise en avant de revendications unifiantes (35 heures), par l'impulsion d'une dialectique mobilisatrice entre secteurs avancés dans les luttes et l'ensemble des travailleurs, entre initiatives locales, catégorielles et actions centralisatrices au plan national ?

Ou bien se contentera-t-il de «gérer» le mécontentement et les luttes pour en tirer un profit d'appareil, de canaliser les mobilisations vers une pseudo issue parlementaire ?

Là encore, il faut compter avec le mouvement propre

de la classe ouvrière : les mots d'ordre chauvins ne sont pas repris dans les actions à la base et n'est-il pas significatif d'avoir entendu les mineurs CGT de Dunkerque crier le 23 mars «organisons la grève générale» ?

Cette réalité trouve un reflet et une impulsion dans la direction de la CGT : Séguéy appelant à plus de hardiesse dans l'action, initiatives unitaires de la CGT prenant le contre-pied du sectarisme en cours au PCF. Un courant ouvrier favorable aux luttes butte dans le parti contre un courant électoraliste-opportuniste préparant 1981.

La grande question reste cependant la relance de l'union de la gauche par les luttes pour construire une alternative dont l'absence grève fortement l'action de masse.

QUEL COMBAT ANTI-IMPERIALISTE ?

Comment caractériser les positions sur l'Europe ? L'opposition à l'élargissement : soit elle est motivée par la défense des agriculteurs français contre les autres et alors elle est chauvine, soit elle participe du combat de classe contre les monopoles. Mais alors le problème n'est plus seulement l'élargissement mais les moyens d'une lutte efficace contre le Marché commun à 6, à 9 ou à 12.

La deuxième question concerne le contenu du vote communiste le 10 juin. La campagne du parti identifie l'opposition classe ouvrière/bourgeoise à l'opposition national/supranational ; de là on glisse à l'idée que la seule façon de défendre les travailleurs, c'est de s'unir autour d'une «solution nationale». Le dérapage nationaliste s'accroît quand M. Gremetz reproche au ministre des Affaires étrangères (dans les rapports de la CEE avec la «Convention de Lomé») de ne plus s'exprimer «en qualité de représentant de la France, mais en tant que porte-parole de l'Europe des 9». Comme si la «voix de la France» aujourd'hui pouvait être autre chose que la voix de l'impérialisme

français ! Oui il y a un danger supranational, un danger de renforcement de l'impérialisme allemand (associé à l'impérialisme français d'ailleurs), mais la nature de ce danger ne tient pas à son caractère «étranger» : elle tient à son origine de classe. Contre le capital multinational, la classe ouvrière doit défendre l'indépendance nationale et promouvoir une supranationalité : celle de la fraternité de combat des ouvriers par delà les frontières.

QUELLE DEMOCRATIE DANS LE PARTI ?

Le départ de R. Leroy du secrétariat n'a pas plus réjoui les militants qu'à les attrister. Cette façon de traiter les contradictions dans le parti atteste de la permanence du secret de l'appareil et d'une manipulation des militants. Elle est par contre l'indice de conflits dans la direction du parti. Visiblement c'est la tendance à régler brutalement (par exclusions...) la crise profonde du parti qui a été mise en échec. Aujourd'hui, se produit un retournement dans l'attitude à l'égard des intellectuels, une «institutionnalisation» de la contestation de droite (Elleinstein, successivement injurié et courtoisé...) comme alibi démocratique pour «l'image» du parti dans l'opinion publique. On est loin de la démocratisation exigée massivement par la base.

Dans le même temps, l'existence de contradictions politiques internes a été reconnue : «il y a eu dans la discussion préparatoire des tendances diverses qui se sont exprimées» (G. Marchais).

La préoccupation des militants critiques de gauche (car la droite existe chez les «contestataires») est de réfléchir aux moyens propres à un combat plus efficace pour défendre des positions de lutte de classe.

Michel RENARD
Jean-Charles VENTURINI,
militants du PCF
et de l'UEC

TCHÉCOSLOVAQUIE

L'avocat de Sabata, inculpé à Prague, choisit trois avocats du PCF pour sa défense

Maître Danisz, qui a été le défenseur de Jaroslav Sabata, porte-parole de la Charte 77, doit passer en jugement le 14 juin à Prague. Il est de surcroît radié du barreau de Prague à dater du 30 juin. Il a choisi comme avocats Maître Rappaport, Maître Kenig, ancien directeur de *Paris-Hebdo*, (publication de la fédération de Paris du PCF qui a disparu après les élections législatives) et Maître Claude Michel, qui a été bâtonnier de la Seine-Saint-Denis.

Pour les avocats, il est clair que la procédure judiciaire entamée à Prague est directement liée au fait que Maître Danisz a défendu le dissident Sabata, condamné début mai à dix-huit mois d'emprisonnement supplémentaire. Maître Danisz est jugé en appel pour une affaire d'«outrage à agent public» qui remonte à 1975 et qui avait donné lieu à une condamnation à trois mois de prison avec sursis. Les avocats n'ont pas pu avoir davantage de précisions sur l'affaire elle-même.

Pour Maître Rappaport, il s'agit d'une atteinte caractérisée aux droits de la défense, d'un «interdit professionnel». Il signale que Maître Danisz est le seul avocat à avoir accepté de plaider pour les accusés de la Charte 77. Il n'existe à l'heure actuelle aucune garantie quant au fait que les autorités tchécoslovaques permettront aux avocats français de plaider. Maître Rappaport se déclare prêt à combattre les atteintes aux droits de la défense, où qu'ils se produisent. Il proteste à ce sujet contre les atteintes aux droits de la défense qui ont lieu aujourd'hui en France, par les injonctions de Peyrefitte demandant aux avocats de respecter une «obligation de réserve», et par les débuts de mise en place d'un espace judiciaire européen.

Il nous précise que c'est de sa propre initiative qu'il a accepté de prendre la défense de Maître Danisz, comme il avait tenté d'assurer la défense du dissident soviétique Chatcharansky. *L'Humanité* n'a pas soufflé mot de cette initiative.

Dans notre courrier

Echo d'un meeting du RPR

«Il faut compter sur nos propres forces». Qui a dit cela ? C'est Jacques Chirac au meeting champêtre du RPR à Bagatelle dans le Bois-de-Boulogne. Il faut bien dire que les récents sondages ne sont guère favorables au RPR.

Beaucoup de monde à ce meeting, le public habituel : mélange de couches bourgeoises et de couches visiblement plus populaires, des Catalans, des Bretons, des Alsaciens en costume folklorique. Et, c'est sûr, on y parle beaucoup de sondages ; c'est un problème qui revient dans les discours ; et chez les militants on est inquiet, cela se sent dans les groupes de discussion. Tel responsable apporte son explication : «C'est la faute à la grande presse, aux médias. Tiens regardez Le Point. Il faut laisser tomber Le Point. Le Point, c'est Giscard. Valeurs Actuelles par contre c'est bon ; Bourguines, c'est correct. C'est comme les radios il n'y a que RTL qui n'est pas vraiment Giscard, le reste, c'est la Sofirad, c'est Giscard».

Si les orateurs cherchent à ménager le Président de la République, dans l'assistance on ne fait pas de détail : «Giscard, c'est le président le plus minable qu'on n'ait jamais eu. Même Lebrun, c'était pas pire». Ou encore : «Quel âge ça lui fait Chirac ?». «Quarante-cinq, l'âge d'un Président, et puis je vous dis, moi qui le connais, que ça se passerait pas comme avec Giscard. Il y aurait de l'ordre. Non mais, vous vous rendez compte, bientôt deux millions de chômeurs. Où va-t-on comme ça ?»

Autre question : pourquoi vient-on aux meetings du RPR ? Une militante de Viroflay avoue : «Si je viens, c'est pour faire bloc. Je sais d'avance ce qu'ils vont nous dire. Il y a des passages que je connais par cœur». Opinion peut-être pas partagée par tous, mais qui existe néanmoins.

Après les discours — Messmer a notamment souligné que les idées de Jean-Paul II n'étaient pas si éloignées que ça de celles du RPR — on prend le repas en famille.

EUROPE : EXPERIENCES DE LUTTE CONTRE LE CHÔMAGE

Le chômage est devenu un des problèmes les plus aigus pour les travailleurs de l'ensemble des pays de la communauté européenne et des pays qui s'apprêtent à y entrer. Cette situation est la conséquence de la politique suivie respectivement par chaque bourgeoisie, dans les différents pays européens. Les mesures de renforcement

de l'exploitation capitaliste qui découlent de ces politiques, en rapprochant les conditions faites aux travailleurs des pays européens, créent les conditions objectives d'une riposte commune notamment aujourd'hui contre le chômage, qui frappe durement en Europe. La riposte commune ne va pas de soi, elle n'est pas automatique. La confrontation des expériences de luttes les plus

importantes peut y contribuer, aider à renforcer la solidarité des classes ouvrières sur notre continent. C'est à ce titre qu'aujourd'hui, nous relatons quelques aspects de ces luttes et que nous publierons prochainement une enquête dans la Ruhr, avec les sidérurgistes allemands, une interview de Jesu Casajus du syndicat unitaire des ouvriers agricoles de Navarre...

Le mouvement des chômeurs, spécifique à Naples, né en 1975, et regroupant jusqu'à 15 000 sans-travail, a, à la suite d'un large débat dans ses rangs, fixé l'obtention d'un travail stable et sûr comme objectif prioritaire de la lutte par rapport à d'autres objectifs dont l'indemnisation garantie du chômage, notamment sous la forme du «salaire politique».

Ce mouvement a recherché l'unité avec les ouvriers d'usines en activité. Comme l'a montré leur insistance à passer outre au barrage du PCI ou des appareils syndicaux, afin de participer à des assemblées ouvrières, d'y témoigner sur les problèmes et les objectifs des chômeurs, ou bien la signature des trois centrales syndicales ouvrières apposées sur les banderoles du mouvement des chômeurs organisés. Développant des initiatives originales, ce mouvement, qui s'est voulu aussi une expérience de démocratie à la base, a été confronté et reste confronté aux manœuvres hostiles, y compris les tentatives de corruption des partis, inquiets d'une lutte qui, en se dressant contre le chômage, met en cause la logique capitaliste, et attire l'attention sur l'un des phénomènes qui condamne le plus aujourd'hui la

société bourgeoise italienne. Enraciné dans les conditions spécifiques de Naples, le mouvement doit faire face à un ensemble de problèmes qui tendent à marginaliser les «sans-travail». Parmi ceux-ci, celui de la drogue, un problème à propos duquel Peppe Morrone nous a dit : «Le phénomène de la drogue s'est développé chez les jeunes, surtout les dragues lourdes comme l'héroïne. Notre mouvement est contre, et lutte contre. Ce n'est pas facile, compte-tenu des réseaux qui existent, par exemple dans les lycées. Nous essayons de relier ce problème aux autres. Nous n'avons pas

encore trouvé de formes spécifiques de lutte. Mais nous organisons une contre-information, y compris en tenant des réunions, ou par des affiches sur les conséquences de la consommation de la drogue». Peppe Morrone, un des dirigeants du mouvement des chômeurs organisés de Naples, qui était à la Mutualité à Paris, le 20 mai, poursuit ici la relation de cette expérience, dont nous avons commencé la publication dans le cadre du dossier du 16 pages de la semaine dernière. Nous publions de larges extraits de ce témoignage.

RFA : «Pour la première fois depuis 50 ans»

Depuis l'an dernier, l'Allemagne de l'Ouest a connu les luttes les plus longues et les plus combattives depuis les grèves «sauvages» de 1969 et 1973. Parmi elles, celle des travailleurs du Livre : plusieurs semaines de grève contre les licenciements massifs, le refus de faire les frais de la rationalisation capitaliste dans l'imprimerie. Cette lutte vient de trouver un prolongement voici un mois, avec l'action déclenchée pour se solidariser avec les grévistes anglais du Times, les imprimeurs allemands refusant de jouer le rôle de briseurs de grève, de l'autre côté de la Manche.

En novembre dernier, ce sont les sidérurgistes de la Ruhr qui entamaient leur longue grève pour les 35 heures de travail hebdomadaire, la plus importante depuis 50 ans. Ils tirent six semaines, durant lesquelles ils déjouèrent les manœuvres patronales et syndicales, et réalisèrent autour de la revendication des 35 heures une unité qui a même dépassé le cadre de la seule sidérurgie. Cette revendication de la réduction du temps de

«A cette époque, les sidérurgistes syndiqués, en Allemagne de l'Ouest, venaient de finir, par un vote, une grève de six semaines. Pour la première fois depuis cinquante ans une grande partie des sidérurgistes ouest-allemands s'était mise en grève syndicale. Cette longue période sans grève organisée par les syndicats avait coûté cher aux sidérurgistes en ce qui concerne les salaires aussi bien que les conditions de travail, la santé et durée de leur vie. Cela, c'est ce que coûte la domination du réformisme et du révisionnisme. Dans cette grève aussi, c'étaient le réformisme et le révisionnisme qui réussirent à mettre en avant des revendications sur lesquelles les sidérurgistes, malgré l'énorme soutien des salariés de toutes les branches et des services publics, ne pouvaient pas créer l'unité nécessaire pour une victoire contre les capitalistes.



L'inscription sur les listes d'allocation-chômage, dans un bureau de l'office du chômage allemand.

LA REVENDICATION DES 35 HEURES

Le mouvement demandait un salaire suffisant pour la journée normale de travail et la journée de 7 heures pendant 5 jours de la semaine. La revendication mise en avant par la direction du syndicat d'une augmentation des salaires de 5 % était trop basse ; pour la masse des sidérurgistes classés dans les catégories basses, elle signifiait qu'ils auraient moins que les ouvriers dans les catégories plus élevées. La revendication pour la semaine de 35 heures avait été réduite par les dirigeants sociaux-démocrates du syndicat à la revendication pour une amorce de la semaine de 35 heures. Mais ce que voulait dire une amorce restait parfaitement obscur : 36 heures, 38 ou seulement 39 heures ? Le résultat n'a rien été de tel : 4 postes libres pour tous les travailleurs en poste de nuit au-dessus de 50 ans. Donc, division des sidérurgistes eux-mêmes et division par rapport à toutes les autres catégories de la classe ouvrière qui ne travaillaient pas en poste de nuit. Une convention typique pour la sidérurgie, non applicable à toute une autre partie de la classe ouvrière,

cela avait été le but ouvertement déclaré des monopoles sidérurgiques ouest-allemands. Mais, sous peine de pertes en production et en profit encore plus grands, les monopoles sidérurgiques étaient forcés de respecter la revendication pour une prolongation du congé annuel à six semaines. Cette revendication n'avait même pas été établie officiellement. Mais les sidérurgistes s'étaient mis d'accord entre eux qu'aucun gramme d'acier ne serait plus produit si le congé n'était prolongé à six semaines. Cette unité d'action n'existait pas seulement parmi les sidérurgistes, les capitalistes d'aucune branche n'ont pu éviter la réalisation de cette revendication depuis la grève des sidérurgistes. (...).

LE RENFORCEMENT DU TRAVAIL DE NUIT ET EN FEUX CONTINUS A PRECEDE LES LICENCIEMENTS

Camarades, Nous avions dit que la revendication salariale avait été un des points faibles de la grève des sidérurgistes. Un autre point faible

travail hebdomadaire à 35 heures, sans baisse de salaire, est perçue aujourd'hui par la classe ouvrière ouest-allemande comme un des moyens de lutte contre le chômage et les licenciements qui menacent des dizaines de milliers de sidérurgistes allemands. De ce point de vue aussi, l'extension des congés payés à six semaines qui a été imposée par les sidérurgistes est apparue comme une brèche dans l'intransigeance patronale. Thomas Wiechert, sidérurgiste allemand, a évoqué cette lutte, le 20 mai dernier, à la Mutualité, à Paris. Nous publions ici des extraits de ses propos. Nous reviendrons prochainement dans le cadre d'un reportage effectué dans la Ruhr, sur certains des problèmes évoqués ici.

Après avoir rappelé sa participation à un meeting organisé par le PCR, à Longwy, en janvier dernier, dans le cadre du «soutien mutuel des classes ouvrières à travers les frontières», Thomas Wiechert a souligné :

seul objectif : absorber du travail de surplus non payé, et ils en absorbent évidemment plus en vingt-quatre heures qu'en huit. Quand les capitalistes peuvent utiliser la machinerie 24 heures sur 24 pour arracher du travail de surplus, alors les coûts des investissements leur reviennent d'autant plus rapidement. Non seulement des profits énormes les attendent, mais aussi le risque de l'utilisation de la machinerie nouvelle et coûteuse est relativement faible.

Si on y regarde de près on trouvera que les licenciements ont été précédés dans les monopoles sidérurgiques par une extension et un renforcement de l'exploitation en travail de nuit et en feux continus. C'est à l'inverse de ce que disent les réformistes et révisionnistes de chez nous : l'extension du travail en postes — par exemple par l'établissement d'une deuxième, troisième ou quatrième équipe — ne mène pas à la création de nouveaux emplois, mais directement et — par rapport aux branches sans travail en équipes — relativement vite aux licenciements. (...).

POUR L'AUTOGESTION DES ASSURANCES-CHÔMAGE

Si la classe ouvrière ne veut pas subir le rôle d'une balle que les capitalistes poussent à leur gré, les assurances de chômage sont vitales. Par le biais de l'Etat, la bourgeoisie se soumet à cette assurance de chômage pour l'utiliser comme moyen de contrôle et de division de la classe ouvrière et pour baisser les salaires. Si la classe ouvrière ne lutte pas pour les assurances de chômage aussi bien que pour les assurances maladie et de retraite, si elle ne lutte pas pour l'autogestion de ces assurances par les assurés eux-mêmes et pour le paiement de toutes leurs dépenses par les capitalistes, il ne pourra y avoir l'unité de la classe ouvrière, mais seulement division qui sert à maintenir les travailleurs sous le joug des capitalistes. Il importe de créer des conditions de lutte pour abolir ce joug.

«Chaque comité avait ses délégués révocables... Il a fallu beaucoup de temps, beaucoup de discussions pour déterminer qui sont nos ennemis... Nos amis c'étaient les ouvriers en activité dans les grandes usines...»

«C'est d'abord la misère qui nous a organisés. Moi-même, un jour, qu'est-ce qui se passe ? J'étais inscrit au bureau de l'emploi sur les listes, mais je n'avais jamais de travail. Les gens qui étaient rassemblés m'ont dit qu'ils étaient là pour s'organiser, afin de lutter pour avoir du travail ; je suis allé avec eux. Mais à côté de cet élément objectif, la misère, il ne faut pas oublier non plus les éléments subjectifs : la mémoire de toutes les luttes du prolétariat napolitain, depuis l'après-guerre. A l'époque, le mot d'ordre c'était : pain et travail. Il y a eu aussi les grandes luttes ouvrières qui se sont déroulées à Naples dès 1969, les luttes pour le logement, contre la hausse du coût de la vie, contre le choléra.

Il ne faut pas oublier non plus que la quasi totalité des comités de chômeurs organisés naissent pendant la période 75-76, à l'intérieur des comités de quartier organisés par l'extrême-gauche. Mais nous, les chômeurs organisés, nous étions autonomes en tant que mouvement par rapport aux organisations politiques.

UNE GRANDE EXPERIENCE DE DEMOCRATIE A LA BASE

Notre expérience a été une grande expérience démocratique à la base. Chaque comité avait ses délégués révocables. Il y avait ensuite le collectif réunissant les délégués des différents comités. Toutes les décisions étaient prises dans les assemblées de délégués qui se tenaient dans les amphithéâtres des universités de Naples. Seules certaines décisions concernant le service d'ordre étaient prises à cause des nécessités de sécurité, par des militants qui avaient spécialement cette tâche. Les délégués changeaient continuellement, à la moindre erreur ou au moindre soupçon de corruption. Et ils devaient toujours rendre compte à la base.

NOS OBJECTIFS DE LUTTE

Quels étaient nos objectifs de lutte ? Nous avions une véritable

plate-forme de luttes, articulée : a) Le travail stable et sûr ; b) Dans le cas où il n'y a pas de travail ou un «salaire politique» (1) ; c) La sécurité sociale aux chômeurs et à leurs familles ; d) Le contrôle démocratique du bureau du travail.

Par rapport à ces objectifs, je dois faire certaines remarques. Le bureau du travail de Naples était, et est inefficace, clientéliste (2). Il s'agit d'un lieu de corruption politique. De plus, il faut souligner que la plupart des postes de travail ne sont pas attribués par ce bureau, mais par des concours ou des appels nominaux et directs qui sont un instrument du clientélisme politique. Il faut dire enfin que le problème principal n'était pas le contrôle démocratique de l'embauche — il faut remarquer qu'un poste de travail ouvrier peut avoir à Naples un prix qui atteint presque 3 millions de lires (3) — mais la création d'emplois : à travers des investissements industriels, la suppression des heures supplémentaires dans les usines de Naples, les engagements dans les hôpitaux où le personnel est insuffisant, la construction de nouveaux édifices scolaires, la construction de logements, d'écoles, la réalisation de travaux pour la rénovation de la ville, etc.

Si on ne lutte pas aussi pour créer du travail, la gestion démocratique du bureau de l'emploi, même si elle est importante, n'est pas suffisante : c'est comme si on voulait se partager en parts égales le contenu d'une assiette vide. C'est pourquoi nous avons fait avec les ouvriers d'avant-garde des piquets devant les usines, contre les heures supplémentaires, contre le travail saisonnier à l'usine de conserveries Cirio, pour l'élargissement de l'installation sidérurgique d'Ilal sidis, ou pour l'embauche à l'école de médecine, où nous avons effectué une «grève au contraire» (4).

Pour ce qui concerne le «salaire politique» à verser aux sans-travail, il y avait à l'intérieur du mouvement, différents points de vue : une partie était plutôt favorable à un travail stable et sûr, une



La statue de Garibaldi recouverte de banderoles par les chômeurs de Naples.

autre partie à un «salaire politique». Mais à l'intérieur du mouvement, c'est le point de vue favorable à la lutte pour le travail qui a gagné.

LES OUVRIERS EN ACTIVITE PEUVENT BLOQUER LA PRODUCTION NOUS, NOUS POUVONS BLOQUER LA RUE

Nous faisons ce raisonnement : les ouvriers peuvent bloquer la production, nous, nous pouvons bloquer la circulation et les bureaux ; les ouvriers ont l'usine où lutter ; nous, nous avons la rue.

C'est pourquoi la plupart de nos manifestations étaient des blocages de rues, même très durs, des occupations de bureaux des appareils considérés comme ennemis (bureaux du travail, etc.). Dans ces manifestations, par exemple celle du 30 mars 1976, nous avons bloqué toute la circulation de la

ville, nous avons occupé les chemins de fer de la gare centrale de Naples et la police n'a pu venir à la gare que par le métro ! Nous avons même fait des piquets devant les usines, des «grèves au contraire» à l'école de médecine, des spectacles dans la rue pour attirer l'attention des gens. Nous avons réservé un «traitement» spécial à plusieurs monuments de Naples : ainsi la statue de Garibaldi a été recouverte durant des mois par un voile sur lequel nous avions écrit : «Je suis un homme vaillant mais j'ai honte de voir tant de chômeurs. C'est pourquoi je resterai le visage couvert tant qu'ils n'auront pas de travail». Sur le château de Naples, le Maschio Angioino (5), nous avons pendu le capitalisme en effigie et nous avons fait flotter le mot «Travail !». Nous avons repeint les lions en bronze de la place de la Bourse en azur et en jaune, pour attirer l'attention. Dans la galerie de verre (6), nous avons fait un lâcher de ballons portant des inscriptions avec nos mots d'ordre. Nous avons brûlé l'effigie du sous-secrétaire d'Etat au travail, M. Bosco, en même temps que le car du bureau de l'emploi !

AU DEBUT, NOTRE MOUVEMENT RESSEMBLAIT A DON QUICHOTTE !

Il a fallu beaucoup de temps, beaucoup de discussions pour déterminer qui sont nos ennemis. Au début, notre mouvement ressemblait à Don Quichotte qui combat les moulins à vent, alors que les ouvriers, par contre, ont clairement face à eux le patron comme ennemi. Mais lentement nous avons compris qui étaient

nos ennemis : le bureau de l'emploi avec sa gestion clientéliste et qui est devenu un lieu central de rassemblements et de luttes. Nous l'avons occupé plusieurs fois. Ces différentes structures du pouvoir local, la Région, la Municipalité, la Préfecture, le Tribunal, car nos camarades étaient mis en prison, la direction des usines à capital d'Etat, le capital privé, (comme dans le cas de Cirio, ou de Selena, usine électronique) ; les multinationales, comme la Merrel (produits pharmaceutiques) ; et enfin l'Etat, le ministère du travail à Rome. En effet, nous sommes allés en masse plusieurs fois à Rome, y compris en voyageant gratuitement sur les trains de luxe. Mais nos ennemis, c'étaient aussi les partis traditionnels de droite qui ont détruit et corrompu notre ville, qui ont à leur tête le parti le plus fort, la Démocratie-chrétienne — nous avons toujours dénoncé les trente ans de «malgoverno» démocrate-chrétien — et les fascistes qui nous ont continuellement provoqués.

Nos amis, c'étaient les ouvriers en activité dans les grandes usines avec lesquels nous avons toujours cherché des contacts mais pas toujours avec succès, les travailleurs des services, les étudiants en lutte dans les écoles et les universités, les prolétaires en lutte pour le logement et la santé ; les artistes et les intellectuels démocrates, qui nous ont donné un coup de main, les organisations de l'extrême-gauche qui ont mis à notre disposition leurs sièges et leurs structures.

LES SYNDICATS ET LE PCI, AVANT TOUT, NOUS ONT ATTAQUÉS

On se demandera : mais le parti communiste et les syndicats (6) étaient-ils vos amis, vos ennemis, ou de simples spectateurs ? Les syndicats et le PCI, avant tout, nous ont attaqués : pour eux, nous étions des voyous, nos listes de luttes étaient traitées de «corporatistes», nos formes de luttes de «violentes» et «pas civiques», «en-dehors de la tradition

du mouvement ouvrier». D'autre part, les syndicats et le PC se contentaient de parler en général de la lutte pour le travail, contre le chômage, pour les investissements dans le Midi. Mais nous étions trop forts pour qu'ils puissent encore continuer à nous ignorer.

Les syndicats se moquaient de nous, nous rejetaient, nous attaquaient, écrivaient dans leurs journaux des articles soi-disant théoriques sur le thème : le syndicat, qui est l'organisation des ouvriers, peut-il syndiquer même les chômeurs ? Et nous, pendant ce temps, dans toutes les manifestations, nous portions la banderole : «Chômeurs, organisés» signée CGIL, CISL, UIL. D'ailleurs, chaque fois qu'il y avait une assemblée ouvrière, nous y allions, nous nous imposions pour discuter directement avec les ouvriers, et les ouvriers nous écoutaient.

Aussi, l'attitude des syndicats et celle du PC aussi ont été ensuite une tentative de diviser le mouvement des chômeurs lui-même, surtout à l'occasion de la campagne électorale pour les élections législatives de 1976. En nous proposant des objectifs trop vagues, en se contentant de parler en général de la revendication, juste par ailleurs, des investissements dans le Mezzogiorno.

Cette politique de division, le clientélisme parmi nous (de la part du PCI et des syndicats), et de fausses promesses, allaient naturellement ensemble avec des attaques contre nous. Vous pouvez donc juger vous-mêmes s'ils étaient des amis ou des ennemis.

Cependant, il ne faut jamais oublier pour ce qui concerne les syndicats et le PCI, qu'ils reçoivent encore le mandat et la confiance d'une bonne partie de la classe ouvrière ; et qu'ils disent que leur raison d'être est l'intérêt de la classe ouvrière et la lutte pour le socialisme. Il faut donc considérer qu'ils sont un ennemi particulier, différent de la DC, un ennemi envers lequel il faut, dans les organisations de masse, adopter une attitude différente de celle vis-à-vis de la DC. (à suivre)

A propos du terrorisme

- Le terrorisme a-t-il un impact sur les chômeurs et sur le mouvement des chômeurs, à Naples ? - Non. Nous ne savons pas qui sont les «brigades rouges». Le seul effet qu'a eu leur action jusqu'à présent, c'est d'accroître la répression. Il n'est plus question de réforme de la police dont on parlait avant. Maintenant, il y a le recours à l'armée pour la lutte anti-terroriste. C'est préoccupant. Nous ne savons pas si l'armée sera encore utilisée après les élections. Vis-à-vis de l'ordre public, la classe dominante essaie donc de tirer parti du terrorisme. Le PCI voulait la réforme de la police pour établir une sorte de pouvoir à lui, concurrent des appareils de l'ordre public. Mais, avec son engagement dans la campagne anti-terroriste, il est en porte à faux vis-à-vis d'une réforme qui ne vient pas et du recours à l'armée.

- Et l'autonomie ?

- Il ne faut pas confondre «brigades rouges» et «autonomie», c'est différent. Et à l'intérieur même de l'autonomie, il y a des différences aussi. L'autonomie est un mouvement social, qui mène des actions publiques. Mais, le mouvement des chômeurs organisés ne se considère pas du tout comme une partie de l'autonomie. L'autonomie du mouvement des chômeurs ne signifie pas du tout faire partie de l'aire de l'autonomie ouvrière.

Il ne faut pas oublier non plus les propos tenus en cette période d'élections, et qui suscitent la confusion dans l'opinion. Ainsi, le numéro deux sur la liste de la DC, à Naples, a déclaré : «qui n'est pas avec la DC est avec les terroristes» !

(1) «Salaire politique» : sorte de salaire garanti aux chômeurs.
(2) Clientélisme : pratique typique de la corruption pratiquée par les grands partis italiens, PCI compris, qui organisent sur une vaste échelle la distribution de fonds ou autres avantages, pour s'attacher une «clientèle».
(3) La situation du chômage à Naples est telle que certains emplois, pour être obtenus, se monnaient jusqu'à 3 millions de lires, soit 1,5 million d'anciens francs.
(4) «Grève au contraire» : cette forme d'action — qui semble être l'héritière d'actions du mouvement italien d'après-guerre — a consisté dans ce cas précis à imposer le travail d'un personnel supplémentaire : en accord avec le personnel en place, les chômeurs avaient revêtu l'uniforme hospitalier et s'étaient insérés dans le travail avec tout le reste du personnel. Il était très difficile à la police d'intervenir dans un hôpital, et d'entraver une action aussi «diffuse», dont la réussite reposait sur la solidarité entre les chômeurs et le personnel embauché.
(5) Maschio Angioino : château de Naples où siège l'Assemblée communale de la ville.
(6) Les syndicats : trois confédérations nationales : CGIL, CISL, UIL, respectivement proches, au niveau de leur direction, du PCI, de la Démocratie-chrétienne, du PSI.

Silicozes... bronchites... cancers... maladies cardiovasculaires...

La sidérurgie tient la une de l'actualité depuis plusieurs mois. Les plans de licenciements patronaux sont connus, la lutte des travailleurs aussi. Mais dans le problème de la sidérurgie, il y a un aspect dont on ne parle pas : c'est celui des conditions de travail. Pourtant, là aussi, comme en matière d'emploi, les responsabilités patronales sont écrasantes. Les conditions de travail des sidérurgistes sont certainement, pour la majorité des emplois, parmi les plus pénibles. Bruit, chaleur, gaz,

poussières, travail posté... tout cela se traduit par des accidents du travail, des maladies professionnelles et surtout par une usure prématurée des travailleurs. «Ils sont rares ceux qui profitent plus d'un à deux ans de leur retraite» entend-on dire souvent dans les cités sidérurgiques.

C'est-à-dire, du point de vue des conditions de travail, la revendication de l'abaissement du temps de travail, notamment par la cinquième équipe pour les travailleurs postés, est largement justifiée.

CET ACIER QUI USE LES HOMMES

Par René DUVAL

Poumons et bronches, il n'y a pas que la mine

Plusieurs enquêtes ont été faites en France sur ce problème. A la SMN (Société Métallurgique de Normandie) à Caen, un récent rapport de la médecine du

travail paru en 1977 signale 22 cas de silicozes reconnus, entre 1950 et 1975. Le nombre de travailleurs actuellement exposés au risque silicotique est de 580.

LA SILICE EN ACCUSATION

Ce sont surtout des postes comme maçons-fumistes, maçons de poche et maçons de source aux aciéries, ébarbeurs et ouvriers de convertisseurs à la fonderie, ouvriers de silos aux hauts fourneaux, ouvriers de l'usine d'agglomération du minerai. Il est vrai que le minerai contient de 15 à 20 % de silice libre. Les briques réfractaires que travaillent les maçons-fumistes, géné-

ralement sans aucune protection, sont également riches en silice libre.

Encore faut-il préciser, que ces chiffres sont sans doute nettement inférieurs à la réalité car on sait combien il est difficile de faire indemniser une silicose, car les critères admis par la législation sont flous et laissés à l'appréciation de quelques experts médicaux.

Les cancers de l'acier

Dans les cokeries, le coke est produit par distillation de la houille. Les sous-produits volatils sont récupérés. Ces produits sont riches en hydrocarbures aromatiques comme le benzène. Dans le rapport déjà cité de la médecine du travail de la SMN, on cite un cas de leucémie benzolique. Mais le risque le plus important est celui du cancer pulmonaire. Il est dû aux émanations de fumées lors de la cokéfaction.

L'ENQUÊTE AMERICAINE

Une enquête américaine d'une ampleur jamais égalée (elle portait sur 59 000 sidérurgistes travaillant dans 7 usines de Penn-

sylvanie) a été publiée en 1971. Entre autres résultats intéressants, elle montrait que les travailleurs des cokeries étaient plus victimes du cancer pulmonaire que la moyenne des sidérurgistes.

Le taux était :
- 2,5 fois plus élevé pour l'ensemble des ouvriers des cokeries.
- 5 fois plus élevé chez les ouvriers travaillant au sommet des fours à coke.
- 10 fois plus élevé chez les ouvriers ayant travaillé plus de 5 ans à plein temps au sommet des fours à coke (15 morts sur 132 travailleurs concernés).

UN RISQUE CONNU... DEPUIS 1875 !

Cette enquête indiscutable ne fait guère que confirmer les ré-

sultats obtenus par expérimentation animale ou par des enquêtes portant sur des populations plus restreintes.

Car le problème n'est pas nouveau. C'est en 1875 qu'étaient mis en évidence les cancers de la peau dus aux goudrons de houille. Des chercheurs japonais confirmaient ce fait en 1916, sur la base d'études sur l'animal. En 1933, les principaux composants cancérigènes des fumées de goudrons étaient identifiés : il s'agit d'une famille de produits hautement cancérigènes : les HPA (Hydrocarbures Polycycliques Aromatiques), dont le plus connu et le plus puissant est le benzo (a) pyrène, pour lequel les Russes préconisent une norme très faible de concentration dans l'atmosphère des ateliers : 0,15 mg/m³.

De nombreuses enquêtes ont confirmé ces risques : en 1936 au Japon, 61 cas de cancers pulmonaires dans une aciérie, puis en Grande-Bretagne, aux USA, au Canada, en Norvège. Le problème est officiellement reconnu en France et aucune indemnisation n'est attribuée.

300 fois plus de cancer des fosses nasales que la population générale. De nombreuses expérimentations animales ont confirmé le pouvoir cancérigène du nickel métal (en poudre ou en granules) comme de l'oxyde ou du sulfure de nickel.

DANS LES USINES D'ACIERS SPECIAUX

Pour la fabrication des aciers spéciaux, on mélange à l'acier, les métaux les plus divers. Parmi ceux-ci, certains sont bien connus pour être cancérigènes, comme le nickel et le chrome. Aucune enquête, à notre connaissance, n'a été menée dans ces usines ; ce que l'on sait, par d'autres sources, est suffisamment inquiétant pour que l'on se pose des questions sur la santé des sidérurgistes des usines d'aciers spéciaux.

Une enquête anglaise menée dans une raffinerie du Pays de Galles montre que les ouvriers exposés avaient été victimes de 7 fois plus de cancer pulmonaire et

Quant au chrome, les résultats sont tout aussi concluants : le chrome et ses composés (chromate, oxydes) induisent des cancers du poumon, du larynx, des fosses nasales et des sinus. Là aussi, ces connaissances sont assez anciennes puisque ce sont les Allemands qui signalèrent des cancers du poumon en 1936 chez des ouvriers fabriquant des chromates.

La chaleur : brûlures et conséquences à long terme

Beaucoup de sidérurgistes sont exposés à la chaleur. Les risques de brûlures sont évidents. Ce qu'on connaît moins par contre, ce sont les conséquences à long terme de l'exposition à la chaleur. Aucune maladie professionnelle n'est officiellement reconnue.

Sur la base des données recueillies dans cette vaste enquête américaine menée auprès de 59 000 sidérurgistes, citée ci-dessus, les conséquences de l'exposition à la chaleur ont pu être mieux cernées. Sur 7 000 types d'emplois répertoriés, 688 étaient exposés à la chaleur, mais 90 comportaient suffisamment de travailleurs pour être analysés statistiquement. Les conclusions

de cette enquête sont les suivantes :

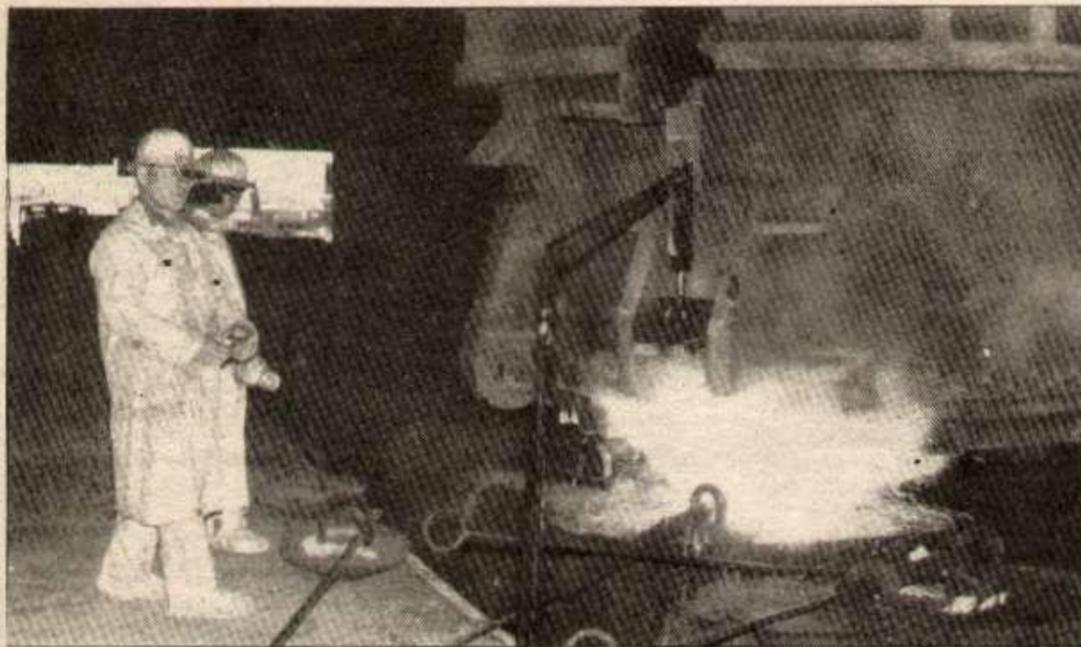
- les travailleurs fortement exposés à la chaleur, ayant moins de 6 mois d'exposition, sont victimes d'une surmortalité, notamment par maladies cardiovasculaires. Par contre, les travailleurs ayant une exposition plus longue ont, eux, un taux plus bas que la moyenne de maladies cardiovasculaires. Cela tend à montrer qu'une dramatique sélection s'opère dans les premiers mois.

- On constate une augmentation des maladies digestives (en excluant la cirrhose du foie) chez les ouvriers ayant plus de 15 ans d'activité. Dans ce dernier cas, il est probable que le travail posté est aussi responsable de cette situation.

D'AUTRES PROBLEMES EXISTENT...

Les conséquences du travail posté sont suffisamment connues pour qu'il ne soit pas utile de détailler. D'autres nuisances existent ! Le rapport de la médecine du travail de la SMN signale 9 surdités professionnelles, 2 ma-

ladies de Kienböck, dues à l'utilisation d'outils vibrants, 2 dermatoses. Mais là aussi, les conditions d'indemnisation sont tellement restrictives que ces quelques cas ne sont que la partie émergée de l'iceberg.



La coulée en lingotières à l'actuelle aciérie de Sollac

BRONCHES OBSTRUEES

Aux aciéries de Neuves Maisons, près de Nancy, une équipe de l'INSERM a mené une enquête en 1972 sur la bronchite chronique. La bronchite chronique, contrairement à ce que son nom pourrait laisser croire, n'est pas une maladie bénigne. On estime qu'en France, elle est la cause de la mort de 20 000 à 40 000 personnes. C'est une obstruction des bronches due à leur infection. Cette obstruction peut aller jusqu'à l'étouffement et la mort. C'est une maladie due à de multiples facteurs : agression par les poussières, les gaz mais aussi l'exposition au chaud et froid. Elle n'est pas

indemnisée sous le prétexte que des facteurs comme le tabac ou le climat sont cause aussi de bronchites chroniques.

L'enquête de l'INSERM a porté sur 200 travailleurs âgés de 40 à 60 ans. 32 % des ouvriers présentaient les symptômes de la bronchite chronique (toux et crachats plus de 3 mois par an). A titre de comparaison, une enquête faite par la même équipe donnait 20 % de bronchiteux chroniques chez les ouvriers du bâtiment de la région de Nancy. 5 ans plus tard, 20 % des bronchiteux chroniques détectés par cette enquête étaient morts.

VEILLE D'ÉLECTIONS

Augmentation des prestations familiales

Le conseil des ministres de mercredi a décidé de la majoration des prestations familiales, notamment celles qui concernent les familles de trois enfants et plus et les allocations vieillesse. Une habitude à la veille d'élections.

Ces augmentations interviendront pour le 1^{er} juillet 1979. Pour les prestations familiales, la base mensuelle qui concerne près de 80 % de ces allocations sera en hausse de 11,5 %, ce qui correspond, selon les chiffres officiels, à une augmentation du pouvoir d'achat de 1,5 %.

Pour les familles nombreuses, celles qui ont trois enfants et plus, le complément familial sera porté à 1 002 francs minimum.

Enfin les allocations familiales dans les départements d'outre-mer seront mensualisées au 1^{er} janvier 1980, et seront versées dès lors que les parents auront travaillé 90 jours dans l'année précédente, au lieu d'être comme actuellement au prorata des jours travaillés. Ainsi, la masse des prestations familiales dans les DOM augmentera de 10 %.

Pour les vieux travailleurs, les prestations et les pensions seront majorées de 4 %, et le minimum vieillesse porté à 13 800 francs par an pour une personne seule ; ce qui ne fait jamais que moins de 38 francs par jour, soit 1 140 francs par mois !

Le gouvernement n'a pas manqué, quand il a rendu publiques ces décisions, de faire référence au programme de Blois, qui serait dans ce domaine en bonne voie. Mais Barre n'a pas lieu d'être fier, puisque ceux qui se sont usés toute une vie au profit des capitalistes restent lourdement pénalisés, avec leur minimum de 37,80 F par jour, ce qui est même inférieur aux objectifs du programme de Blois. Comme traditionnellement ces augmentations ont toujours lieu à la veille d'élections, histoire de se

préserver quelques bulletins, et qu'il n'y en aura plus de sitôt...

Mais là où l'optimisme du gouvernement devient franchement révoltant, c'est lorsqu'il parle d'une progression du pouvoir d'achat de 1,5 %. Il s'est bien gardé de parler simultanément de l'augmentation qui dépassera les 10 % dans de nombreux cas. Or le montant des loyers intervient pour 1/3 dans les dépenses mensuelles pour les familles populaires, sinon plus... Et comme par ailleurs ces familles populaires voient aussi disparaître la politique sociale du logement (construction HLM), la part du loyer devient plus importante dans les budgets, sans compter également le chômage qui se développe toujours avec vigueur, et qui prive ainsi les familles, notamment avec la remise en question des 90 %, de ressources essentielles. C'est oublier aussi, que dans les quinze années précédant 1977, les mêmes prestations familiales avaient diminué de 50 %...

Centre hospitalier spécialisé de Châlons-sur-Marne

L'ACTION CONTINUE MALGRE LA REPRESSION

A l'occasion de la journée d'action du 17 mai, la direction du centre hospitalier de Châlons-sur-Marne a voulu remettre en cause certains acquis sociaux et salariaux que les travailleurs avaient obtenus en 1968 (cf. *Quotidien du Peuple* d'hier). Aussitôt, le personnel de l'hôpital engageait l'action, sous forme de grève, tout en assurant un service minimum pour ne pas léser les malades. Mais après trois semaines de grève, la direction ne semble pas vouloir céder sur les revendications, et s'engage même dans une phase de répression. Ainsi l'administration du centre hospitalier menace le personnel de lui retirer de son salaire du mois de mai douze ou treize trentième, tandis qu'elle distribue des blâmes. Un répression aveugle puisque ces blâmes frappent le personnel requis par la direction pour pallier à la journée d'action du 17, et que ces tra-

vailleurs ont assuré le service, tout en participant à la grève.

Mais avec le mois de juin ce sont les premiers départs en congé. Comment continuer l'action et préserver les acquis sans risquer un essoufflement qui tournerait à l'avantage de la direction ? Telle était la question examinée par les travailleurs pendant les assemblées générales de mercredi et jeudi. Il fallait en effet préserver l'unité du personnel et trouver de nouvelles formes d'action. Pour ce faire, il a été décidé de suspendre le

mouvement à l'intérieur de l'établissement, en proposant des rencontres avec la direction, tandis que la popularisation, à l'extérieur, se poursuit. Des opérations coup de poing sont envisagées.

Ainsi, après trois semaines le mouvement se poursuit, le principe des assemblées générales est conservé et les attaques de la direction n'ont pu venir à bout de la combativité du personnel du centre hospitalier.

Correspondant

Les radios libres font la fête

Fête Radio-mongoles à Vincennes, sous le mot d'ordre : « La liberté d'expression, un droit pour tous ! »

LE 9 JUIN A VINCENNES, Université Paris VIII

Bus 307, métro Château-de-Vincennes

De 10 heures à 16 heures, débat : Que font les radios libres ?

De 16 heures à 24 heures, musique : rock, free-jazz, bal folk (avec Cajun Folk). Théâtre : Les poubelles de Nanterre, et l'Auberge de Vincenzo.

Avec la participation de : Radio Verte, Radio Onz'débrouille, Radio SOS-Emploi (Longwy) et Radio 93.

Communiqué

Skylab pourrait tomber le 9 juillet

Skylab, un laboratoire spatial américain, que les techniciens ne peuvent plus maintenir dans l'espace, pourrait faire sa rentrée dans l'atmosphère le 9 juillet. Les techniciens s'emploient actuellement à retarder et contrôler la chute du laboratoire. Lors de sa rentrée dans l'atmosphère, Skylab devrait se désintégrer en partie, mais les techniciens pensent que des morceaux, près d'une quarantaine, d'une centaine de kilos, pourraient néanmoins exister jusqu'au contact de la terre. Les Américains pensent qu'il n'y a qu'une chance sur 600 milliards pour qu'une personne soit atteinte par l'un de ces débris... Le 9 juillet (la date devrait être confirmée) surveillez le ciel...

La librairie populaire propose cette semaine :

— Une table d'ouvrages sur l'Europe, sa construction, son enjeu, et les positions des différentes organisations.

- Quelques nouveautés :
- Croissance et crise Maspéro - 20 F
- Mémoires de femmes Maspéro - 14 F
- Papa lit, maman coud Denoël - 30 F
- Les derniers blancs (le modèle sud-africain) Maspéro - 55 F

Romans :

- La légende des mille taureaux Gallimard - 59 F
- Yachar Kemal
- La ruine presque cocasse d'un polichinelle Mongo Betti Peuples noirs - 54 F

Ouvert du mardi au samedi de 10 à 20 heures
23, rue Saint-Sauveur - 75 002 Paris
Métro : Réaumur-Sébastopol - Tél : 508-82-87

HLM : LE CONGRES DE LA DERNIERE CHANCE

A Marseille, au 40^e congrès des HLM, le ministre d'Ornano s'est fait proprement siffler. C'est que la réforme qu'il est en train de mettre en place aura pour conséquence, à plus ou moins long terme, la suppression des HLM tels que nous les connaissons, tous les logements devant être construits avec les mêmes financements et loués aux mêmes loyers, qu'ils soient HLM ou non. Le faible nombre de logements neufs autorisés cette année n'est pas venu relever l'image de marque du ministre auprès des congressistes.

Les dirigeants d'organismes HLM craignent, à juste titre, un nombre encore plus grand qu'aujourd'hui de loyers impayés : tous les locataires qui auront à subir des hausses de 20 à 40 % sans que l'APL, la nouvelle aide au logement distribuée au compte-goutte, ne vienne compenser ces hausses. Autre crainte des dirigeants HLM, et pas des moindres, la fin des multiples avantages, en particulier électoraux, que leur procurait le monopole de la distribution des logements dits sociaux.

Pourtant, d'Ornano n'était pas venu à Marseille



Un HLM : des « loyers modérés » qui vont être alignés sur les autres ; une suppression de l'aide à la construction « sociale ».

les mains vides. Il a annoncé la révision du barème de l'APL avec une hausse importante du plafond de ressources au-dessus duquel on n'a plus droit à l'APL. Il a également annoncé une augmentation de 50 % des crédits destinés à l'APL et de 10 % du nombre de logements neufs autorisés,

ceux-ci étant financés selon l'ancienne formule.

En réalité, ces mesures ne représentent pas grand chose : une dizaine de milliers de logements supplémentaires et quelques milliers de familles nouvelles qui auront droit à l'APL ; c'est une goutte d'eau comparée aux be-

soins. Toutefois, toutes ces mesures vont dans le sens demandé par les congressistes et constituent un recul de plus dans l'application de la réforme Barre du logement. Mais apparemment, le cadeau du ministre n'était pas suffisant pour dissiper les réticences des congressistes.

Le témoignage dont nous publions aujourd'hui des extraits est tiré du bulletin «*Eritrea now*», édité à Rome par le FPLE. Il est dû au cinéaste Christian Sabatier, réalisateur du film «*Sawranaw* (notre révolution), consacré à la libération des villes érythréennes en 1977.

ERYTHRÉE UNE NOUVELLE PHASE DE LA LUTTE

Avec la grande offensive lancée de novembre 1978 à janvier 1979 par la junte éthiopienne et l'Union Soviétique contre l'Erythrée, ce pays est entré dans une nouvelle phase de la guerre de libération. Les moyens considérables mis en œuvre par leurs ennemis ont contraint les Fronts de Libération au repli et ont forcé un million de personnes (le quart de la population) à quitter leurs habitations.

L'AFFRONTMENT AVEC UNE SUPERPUISSANCE

«Peut-être devrais-je revenir en arrière et faire remarquer qu'il y a eu des étapes dans l'engagement soviétique. Au début, quand Mengistu a fait appel au soutien de l'Union Soviétique, celle-ci a réagi favorablement et lui a fourni d'énormes quantités d'armes sophistiquées. C'est avec cette aide que le régime a commencé la première offensive.

La première offensive s'est avérée tout à fait désastreuse pour l'Éthiopie. Les soldats éthiopiens n'étaient pas en mesure de se servir efficacement de leurs nouveaux équipements et ils avaient, entre autres, des problèmes de logistique. Au cours des grandes batailles d'Ansaba et d'Adi Jacob en août 1978, l'armée éthiopienne était virtuellement défaite. Les Éthiopiens ont perdu des milliers d'hommes et de grandes quantités de matériel militaire.

Il y eut alors un tournant. Après cette expérience, les Russes se sont rendus compte qu'ils n'avaient pas d'autre alternative que l'engagement direct s'ils voulaient que les offensives débouchent sur un avantage militaire. Ainsi, ils sont intervenus.

A ce moment, la nature de la guerre a complètement changé. En fait, le FPLE ne se battait plus contre une armée éthiopienne, une armée africaine, mais cette fois il affrontait directement une superpuissance.

Les deux caractéristiques de cette seconde offensive ont été une grande efficacité technologique (500 experts soviétiques sont engagés directement au front) et, ce qui est peut-être plus important, l'utilisation d'une quantité terrible d'armes sophistiquées, c'est-à-dire l'emploi généralisé de bombardiers, de tanks, de lance-roquettes Katioucha, de l'artillerie lourde. Les quantités qu'ils utilisent sont énormes. Il n'y a qu'une superpuissance, avec un aussi grand potentiel industriel, pour en distribuer, en gaspiller une si grande quantité (...).

COMBATTRE QUAND ON PEUT Avoir L'AVANTAGE

La tactique utilisée par l'ennemi était de pilonner les positions de défense du FPLE avec des roquettes, de l'artillerie à longue portée et des bombardements aériens. Ensuite, il avançait avec

les détachements mécanisés en première ligne.

Bien sûr, le FPLE a discerné cette tactique à temps et a décidé d'opérer une retraite stratégique. En fait, le FPLE a pris l'initiative des combats seulement quand c'était possible, c'est-à-dire quand il pouvait détacher l'infanterie ennemie des éléments mécanisés. Dans de tels combats rapprochés, et il y en a eu un certain nombre, les engagements ont toujours été à l'avantage du Front... Bien entendu, les Éthiopiens ne pouvaient utiliser les roquettes et l'aviation dans de tels combats rapprochés. Chaque fois que le FPLE a affronté l'ennemi dans de telles confrontations, ce fut une grande victoire pour lui. Il n'y a qu'à lire les communiqués. Par exemple, il y a eu la bataille d'Elabaret où les occupants ont perdu 42 tanks et ont eu des pertes en hommes par milliers. Alors, ils ont repris les villes, mais le FPLE a effectué sa retraite en bon ordre. L'APLE (1) est intacte matériellement et humainement. Le moral des combattants n'a pas été affecté, étant donné que la nécessité de la retraite stratégique avait été largement discutée à la base. Au contraire, les Éthiopiens ont perdu beaucoup d'armes, dépensé beaucoup pour soutenir leur effort de guerre.

LES MASSES. ELEMENT CONSCIENT DE LA RETRAITE STRATEGIQUE

Le plus affligeant, sans doute, dans cette retraite, c'est que toutes les réalisations du Front et les nombreux projets de développement, c'est-à-dire les projets d'infrastructure, les projets agricoles, toutes sortes de réalisations dans tous les domaines qui étaient lancés et qui se développaient, ont été durement affectés. De nouveaux projets à long terme ont dû être suspendus ou même abandonnés.

Cependant, le FPLE a continué à mobiliser les masses et a conservé pour l'essentiel sa liaison avec elles. Comme les combattants, le peuple avait reçu des explications sur la retraite stratégique bien avant qu'elle ne commence, bien avant ce qui se passe aujourd'hui. En fait, avant le premier retrait du Front Sud, une campagne sur la nécessité d'une retraite stratégique avait été faite parmi la population de la région. De ce fait, le peuple a perçu la retraite non pas comme une défaite irréversible, mais dans une juste perspective, com-

me une opération temporaire dans la lutte. Le peuple comprend maintenant que dans tout processus révolutionnaire, il y a des moments d'offensive et des moments de retraite.

SIX HEURES D'EMISSIONS PAR JOUR

De plus, les unités de l'APLE qui mènent maintenant une guerre de guérilla gardent le contact avec le peuple dans les régions réoccupées par l'ennemi. Un autre facteur important, c'est que le «Voix du peuple érythréen», la radio du FPLE, émet maintenant six heures par jour. On l'écoute dans toute l'Erythrée : d'ailleurs, on a appris que des gens ont été arrêtés au cœur d'Asmara, la capitale occupée, pour avoir écouté la radio. C'est un moyen très efficace permettant au Front de garder une liaison étroite avec le peuple dans les zones réoccupées. Tous ces éléments combinés ont aidé les masses à conserver leur confiance et leur moral.

D'abord, pour bien faire comprendre la gravité de la situation, je dois dire que presque un million de personnes ont été touchées par l'offensive ennemie. En fait, au plus fort de l'offensive, dans presque chaque village et chaque ville, les gens devaient, au moins temporairement, abandonner leurs maisons et se réfugier dans les collines des environs à cause de la généralisation des bombardements en tapis (...). Bien sûr, la situation générale pour ces gens est grave et dramatique : leurs maisons brûlées, leurs récoltes dévastées ; ils étaient aussi bombardés en partant vers leurs refuges.

L'ESPOIR CHEZ LES REFUGIÉS

Et pourtant, on sentait chez eux une lueur d'espoir difficile à imaginer dans ces circonstances. Je dis cela d'après mon expérience personnelle. Je suis allé filmer des réfugiés de Keren passant la nuit sous des arbres. Je m'étais fait une image stéréotypée d'un peuple en détresse : triste, désorienté, désespéré. Eh bien ! ce que j'ai vu était différent... Comme je l'ai dit, il y avait en eux un certain sang-froid, un certain courage. J'ai suivi leur retraite vers Afabet et Nakfa. C'était très dramatique, avec beaucoup d'événements malheureux. A part le petit nombre de ceux qui étaient dans une situation critique, la plupart d'entre eux devaient marcher, et le



Front les ravitaillait avec deux camions, l'un contenant de la nourriture, l'autre de l'eau. A un moment, au cours de la marche vers Afabet, deux avions nous ont repérés et nous ont bombardés pendant une heure et demie, tuant et blessant 65 réfugiés parmi lesquels un enfant d'un an.

Autre expérience émouvante, la célébration du 8 mars, journée internationale des femmes. J'étais alors dans un camp de réfugiés provisoire de la province Nord du Sahel. Dans ces circonstances, le camp ne pouvait se trouver dans de bonnes conditions. Malgré tout, comme dans les villes et villages, ces réfugiés — pour la plupart des femmes, au moins 2 000 — ont célébré cette journée par une grande manifestation. Elles avaient des banderoles, des drapeaux. Elles dansaient et chantaient. Un chant disait : «*Nous allons revenir au Sahel*». C'était très stimulant.

Cet épisode, cette marche dans la zone semi-désertique représentait pour nous et pour eux le début d'une marche victorieuse, longue, mais sûre, pour revenir dans leurs villages et leurs foyers.

On parlait alors de l'exemple des réfugiés de Dabaat. Il s'agissait d'un camp de réfugiés existant depuis longtemps ; mais, à cause de la retraite, ce camp avait dû également être évacué. Les gens démontraient le camp pour le reconstruire sur un site nouveau, plus sûr. Mais ils avaient continué à arroser jusqu'au dernier moment les jardins qu'ils devaient provisoirement abandonner. Cela montre la confiance du peuple, sa conviction que tout n'est pas perdu, qu'il pourra revenir bientôt.

La phase actuelle comporte certains changements qui sont à l'avantage du Front. En effet, les

combats se déroulent dans une région particulièrement favorable pour le FPLE, la région montagneuse, où la supériorité technologique des Éthiopiens ne peut avoir autant d'effets qu'avant et où ils devront augmenter leur infanterie, ce qui leur occasionnera beaucoup de pertes.

DES CHANGEMENTS FAVORABLES AUX FORCES DE LIBERATION

Un autre point important à noter, c'est que, dans les derniers mois, une partie importante des forces combattantes du FPLE était engagée dans les opérations de retraite. Le FPLE devait évacuer beaucoup de gens, démonter et reconstruire dans des régions plus sûres les écoles, les hôpitaux, les ateliers... Ainsi, après avoir organisé les nouvelles bases, une grande partie des forces combattantes peut se consacrer à passer derrière les lignes ennemies pour les harceler.

A cela, il faut ajouter l'obligation désastreuse pour le régime éthiopien de maintenir son énorme dispositif militaire pendant longtemps. Il y a déjà des informations selon lesquelles le moral des soldats éthiopiens est bas, car on leur avait dit que la guerre ne serait qu'une question de jours, alors qu'ils s'enfoncent de plus en plus profondément dans la guerre. Ils doivent constamment renforcer leur arrière et ils ne voient pas d'issue à court terme.

Avec le temps, leurs problèmes vont s'aggraver et les avantages du FPLE vont s'accroître. Le Front est prêt, comme il en a déjà fait la preuve, à mener une guerre du peuple prolongée.

(1) APLE : Armée Populaire de Libération de l'Erythrée, dirigée par le FPLE.

Le voyage du pape en Pologne

UNE ARME A DOUBLE TRANCHANT

De Varsovie à Cracovie, ce sont des centaines de milliers, et même des millions de personnes, qui se sont déplacées pour accueillir et écouter Jean-Paul II, au cours des différentes étapes de son voyage polonais, commencé samedi dernier.

Ce voyage s'effectue sur invitation des autorités polonaises qui ont accordé à Jean-Paul II une possibilité qu'elles avaient refusée à son prédéces-

L'ampleur, le caractère de masse de l'accueil réservé au pape en 1979 dans une Pologne so-disant socialiste, l'influence de la religion catholique que cela traduit dans un pays qui, selon les estimations, compte aujourd'hui 90 % de catholiques, ne sont-ils pas une marque de l'échec du régime qui se proclame toujours «matérialiste», «athée», «marxiste»? Certes, *L'Humanité* qui, ces jours-ci, ne voit dans tout cela que le signe d'une amélioration des rapports entre l'Etat polonais et l'Eglise, un nouveau progrès du «socialisme» en Pologne, ne semble nullement troublée par le fait que le chef de l'Eglise catholique puisse attirer une foule infiniment plus compacte que les meetings convoqués par le parti au pouvoir.

LES ESPOIRS DU POUVOIR POLONAIS

Rappelons d'abord que les dirigeants révisionnistes polonais ont vu dans l'Eglise catholique une institution qui, par sa force traditionnelle en Pologne, et son poids en tant que seule institution restant indépendante de l'Etat, dotée d'une vaste infrastructure avec son patrimoine immobilier et ses prêtres, pouvait présenter un double aspect. Etre une force rivale, menaçante, pour le pouvoir, ou être une force sur laquelle, au contraire, le pouvoir pourrait s'appuyer, la hiérarchie catholique et ses dignitaires étant susceptibles, sur la base de leur passé ultra-conservateur, de jouer un rôle de garde-fou face à toute contestation sociale trop radicale, émanant des masses. L'Eglise polonaise est connue en effet pour ses traditions très conservatrices, et le primat de Pologne, le cardinal Wyszyński, pour ses positions, de très longue date, foncièrement anticommunistes, avant même d'être contre le régime actuel en Pologne. D'ailleurs, lors des conflits sociaux passés, notamment lors des événements de Gdansk, en 1970, il semble que le gouvernement ait pu aussi bénéficier de la neutralité bienveillante de certains chefs de l'épiscopat polonais.

En acceptant la visite du pape aujourd'hui, les dirigeants polonais peuvent

donc viser deux objectifs liés : tenter de ne pas heurter de front la hiérarchie catholique à l'intérieur mais plutôt réaliser un certain consensus social avec elle, qui aide à gouverner ; d'autre part, se faire reconnaître une certaine caution internationale de la part du Vatican, dont certains dirigeants est-européens attendent l'affirmation d'une «ouverture à l'Est». Celle-ci serait exploitable et exploitée par la politique de «détente» de Brejnev et de ses alliés.

De ce point de vue, les propos que vient de tenir Rakowski, le rédacteur en chef de *Polityka*, l'hebdomadaire du PC polonais, sont assez éclairants. Ainsi, à la question du *Figaro* : «Estimez-vous que la visite du Saint-Père est une sorte de reconnaissance du fait communiste ?», il répond : «Je pense que oui. Je crois que c'est précisément l'image de cette longue route qu'a parcouru le Vatican.

L'APRES 70

Depuis 70, on a assisté en Pologne à une aide accrue de l'Etat à l'Eglise, se manifestant entre autres dans les subventions accordées à la construction d'édifices religieux. Il faut voir aussi dans cela une manifestation de la tentative de donner un visage plus «libéral» au régime, changement tactique faisant suite à la vague de grèves ouvrières très dures des chantiers navals de Gdansk, et que traduit le remplacement de Gomulka par Gierak à la tête du parti polonais.

Ceci n'empêche pourtant pas le développement d'une violente répression contre les ouvriers, comme à Ursus et Radom, et contre toute opposition.

C'est dans ce contexte de développement des affrontements de classe avec la bourgeoisie révisionniste que le «phénomène catholique» a pu prendre en Pologne un caractère nouveau, et servir de catalyseur dans certains cas aux aspirations de défense des libertés démocratiques ainsi que d'indépendance du pays face à l'URSS.

LES LIENS NOUVEAUX ENTRE L'OPPOSITION ET L'EGLISE

Dans certains cas, les liens entre l'Eglise polo-

naise et l'opposition à la dictature en place ont pris des aspects concrets. On l'a vu par exemple lorsque les membres du KOR, le «Comité d'auto-défense sociale», créé pour défendre les ouvriers condamnés après les manifestations ouvrières du mois de juin 1976, ont pu bénéficier d'une certaine protection de l'Eglise, afin d'échapper aux coups du pouvoir. On l'a vu lorsque les églises, les établissements d'enseignement catholique, ont compté au nombre des lieux utilisés pour le développement à Varsovie, Cracovie, et d'autres villes, d'une «université indépendante», sorte d'Université «parallèle», opposée au régime, et regroupant des universitaires, des chercheurs, des écrivains connus, dont certains anciens membres du parti.

LES DECLARATIONS D'ALEXANDRE SMOLAR AU QUOTIDIEN

Rappelons à ce propos ce que déclarait au *Quotidien du Peuple*, en septembre dernier, Alexandre Smolar, un des organisateurs du mouvement étudiant polonais de 68, chercheur et économiste, contraint à l'exil en France après un an de prison et en relation avec l'opposition de son pays, notamment le KOR, qu'il continue de soutenir par la publication de périodiques.

Evocant le courant de solidarité de masse qui s'était développé fin 76 autour de milliers d'ouvriers arrêtés à la suite de grèves, Alexandre Smolar notait : «Cette solidarité a trouvé un très fort appui dans l'Eglise catholique qui est une force considérable en Pologne : 90 % de la population est croyante, c'est la seule force organisée qui n'est pas contrôlée par les autorités».

Soulignant que «ce qui unit est plus important que ce qui sépare», Smolar nous faisait cette réflexion qui témoigne des difficultés de la lutte et qui peut contribuer à expliquer pour une part le rôle acquis aujourd'hui par la religion en Pologne : «Nous n'avons pas aujourd'hui les possibilités de nous affronter à l'Etat parce qu'il est «garanti» par notre voisin de l'Est,

l'Union soviétique. Mais, ce que nous pouvons faire c'est nous organiser en-dehors de l'Etat».

L'ECHO DE CERTAINS PROPOS

Or, dans les propos tenus ces jours-ci par Jean-Paul II en Pologne, sur la place publique, devant des centaines de milliers de personnes, il n'y a pas seulement l'évocation de la «Vierge Marie, reine de Pologne», il y a aussi l'affirmation de la nécessité du «respect des droits fondamentaux de l'homme», présentée comme étant «sous certains aspects, fondamentale et centrale» si l'on veut «la normalisation des relations de l'Eglise et de l'Etat». Il y a aussi les réflexions sur l'indépendance, telles que celle-ci : «Il ne peut y avoir d'Europe juste sans l'indépendance de la Pologne». Il y a aussi toutes les remarques qui, sous une apparence purement religieuse, ont pour les Polonais, une importante résonance historique, par exemple cette évocation du martyr de Saint Stanislas, «victime du despotisme du souverain» !

On comprend que de tels propos rencontrent de l'écho, d'autant que Jean-Paul II, ancien cardinal Wotjyla de Cracovie, était connu jusqu'à l'an dernier, pour ses bonnes relations avec les milieux contestataires de cette ville, qui a vu la naissance du premier comité étudiant de solidarité avec les ouvriers réprimés en 76.

Les autorités polonaises voudraient inscrire le voyage du Pape dans le cadre de la «détente» en Europe, et elles souhaiteraient que l'Eglise, dont elles prennent en compte l'influence, joue une fonction de stabilisateur social, joue en somme son rôle traditionnel de facteur d'asservissement et d'oppression. Mais elles craignent aussi que le bilan, pour elles, de la tournée pontificale, ne serait pas si positif que cela. En témoignent certaines restrictions apportées aux déplacements «pour aller voir le Pape».

En témoigne aussi sans doute le black-out largement observé jusqu'ici, sauf en Yougoslavie, par les mass media des pays de l'Est.

Jean-Paul GAY

● Afghanistan : l'aviation afghane bombarde le Pakistan

Après avoir multiplié les accusations d'ingérence à l'égard du Pakistan auquel il est reproché d'envoyer en Afghanistan des «miliciens déguisés en civils», Kaboul fort de l'appui militaire soviétique a bombardé mardi le territoire pakistanais à environ 80 km au Nord-Ouest de Peshawar. Taraki est obligé de faire appel de plus en plus à la puissance militaire soviétique pour tenter de faire face à ses difficultés intérieures : la rébellion contre son régime touche toutes les provinces du pays et des régiments entiers de son armée passent dans le camp de l'opposition. Il voudrait ainsi détourner sa puissance de feu contre son voisin qu'il rend responsable des troubles. Le Pakistan reconnaît ne pas contrôler toutes les tribus frontalières ; il dément être responsable de la situation qui prévaut en Afghanistan, et s'oppose ainsi aux allégations reprises par Moscou. D'autre part, le parti islamique qui participe à la lutte armée contre le régime afghan affirme avoir exécuté 6 militaires soviétiques le 3 juin, dans le centre du pays. Plusieurs informations récentes confirment la participation directe de pilotes et de conseillers militaires soviétiques aux combats.

● Sud-Liban : les forces palestino-progressistes évacuent volontairement certaines agglomérations

Suite à une décision prise par l'OLP et les forces progressistes libanaises, les forces communes ont commencé mercredi à évacuer des villes et villages du Sud-Liban. Les forces palestino-progressistes se retireraient de Tyr et de Nabatieh en particulier, et se tiendraient en général à une distance de 3 à 5 km de toute agglomération, pour enlever à Israël tout prétexte de bombarder des objectifs civils.

● Portugal : crise ministérielle

Le premier ministre Mota Pinto a donné sa démission mercredi. Le cabinet de Mota Pinto est tombé après le dépôt le 4 juin de deux motions de censure, l'une déposée par le PS, l'autre par le PC. Une des solutions provisoires à la crise, serait pour le président de la République de faire appel aux socialistes qui, avec les sociaux-démocrates indépendants et l'appui tacite du PCP, pourraient constituer une nouvelle majorité.

● Les élections européennes en Irlande

En Irlande comme ailleurs le scrutin de juin est ressenti comme une affaire de politique intérieure. Au Sud, le parti bourgeois d'opposition pro-britannique, le Fein Gaél, critique les liens de Fianna Fail (parti au pouvoir) avec le RPR de Chirac. Le parti du premier ministre Jack Lynch qui se veut le meilleur sur l'Europe a fait alliance avec Thatcher réputée plus européenne que les travaillistes. Mais le Fein Fail mène une politique d'ouverture économique envers les capitaux étrangers d'où qu'ils viennent, contrevenant en cela à certaines règles de la CEE.

Au Nord, la campagne confuse met aux prises catholiques et protestants. John Hume du SDLP qui sera probablement élu grâce au scrutin proportionnel, mis à l'honneur, est sans doute le plus européen des candidats, il a déjà des responsabilités à Bruxelles.

Sur l'ensemble de l'Irlande : le Sinn Fein provisoire et l'IRSP qui préconisent le boycott «actif» trouveront des échos dans la classe ouvrière dont certains secteurs sont anti-européens. A Limerick, le premier mai, lors de la marche contre l'impôt, une bannière proclamait «Boycott the ECC elections». Partout, on voit les affichettes du Sinn Fein contre ce scrutin, des affichettes intitulées «reject the farce». Pour cette organisation qui estime que l'Irlande fait partie du Tiers Monde, la CEE actuelle représente le chômage, la liquidation des petits paysans (35 % des exploitations agricoles ont moins de 12 hectares), des difficultés pour les pêcheurs, la hausse des prix, un moyen supplémentaire pour la pénétration pour les multinationales. Le Sinn Fein a fait clairement connaître sa réprobation à l'égard de la candidature de Bernadette Mac Aliskey-Devlin, ex-représentante aux communes entre 1969 et 1974 du nationalisme irlandais, ex-membre de l'IRSP et qui bénéficie d'une certaine sympathie dans les milieux républicains.

Paddy MC LAUGHLIN

A LIVRES OUVERTS

Pleins feux sur LE ROMAN NOIR



Ca bouge dans le petit monde du «polar» ! Il vient de s'offrir début mai un festival «Le festival du roman et du film policier» à la maison de la culture André Malraux à Reims. Et rendez-vous est pris tous les ans, même époque, même endroit.

Heureusement, le but n'était pas de donner un label de culture à ce genre longtemps méprisé, mais d'être simplement un lieu de rencontre, un lieu de discussion. En se penchant sur l'évolution du roman policier, le festival a montré qu'on n'en était plus à chercher «qui a tué» mais plutôt à analyser la société à travers le comportement des tueurs, assassins, de tout ce monde qui peuple le roman noir. Bref, une initiative originale et intéressante. Et parmi les Arnaud, Demouzon, Vautrin, à côté de la jeune génération du polar, les deux «ancêtres», les deux vedettes,

Robert Bloch et Léo Malet. On redécouvre leur valeur littéraire, on les réédite, on en parle... et c'est justice. A l'époque où Agatha Christie en était encore à chercher le coupable, eux, ficelaient déjà leur roman comme un roman d'aventures, avec l'ambiance de la ville, ou du quartier, avec le sens du décor et des impressions. Bloch avec «Psychose» et Malet avec «Le cadavre de la plaine Monceau», retranscrivent plus qu'une simple chasse au coupable et font des morceaux d'anthologie du roman policier.

Considéré comme le créateur du roman noir français, Léo Malet a fait partie du Groupe surréaliste de 1930 à 1940. Il appartient à la vieille tradition anarchiste, tout comme son héros des «nouveaux mystères de Paris», le «privé» Nestor Burma.

Il faut suivre Nestor Burma dans les différents quartiers de

Paris où il opère ; on y découvre tout : non seulement la topologie, que Burma nous décrit précisément, mais aussi l'ambiance spécifique de chaque coin, des ruelles, des bistrotts...

Un Paris populaire où se mêlent à la fois une certaine tendresse et générosité pour des personnages typés (artistes, vieil avocat général : «Le père coupe-toujours», ancien taulard tatoué) et un mépris, qu'on voit souvent poindre vis-à-vis des femmes par exemple, soutenu par un humour un peu lourd.

Rien n'est fait non plus pour nous éclairer sur la société des années 50, on se ballade simplement dans un Paris rétro.

On y sent sourdre toute une vie, c'est palpable, et c'est le tour de force de Malet : en trois lignes il campe un décor,

puis à chaque tour de page rajoute un détail, sinistre ou marquant, et on ne s'y attend jamais... suspens oblige !

Côté style, on ne s'ennuie pas, c'est vif pâte-sec, gouailleur et plein d'humour.

On se laisse aller au rythme des péripéties, on est séduit, et le fait de savoir qui a fait le crime n'a relativement que peu d'importance. On cherche quand même, mais pris par le récit on ne fait «pas gaffe» aux petits détails que Malet laisse en chemin et qui sont des petites clefs pour résoudre l'énigme.

Titres-choc, phrases imagées, épisodes rocambolesques, personnages pittoresques, voilà les ingrédients, mais cela ne suffit pas de les

LA RECRE VA FINIR
Bernard Leconte
Editions Julliard - 173 pages

Un ancien professeur d'histoire, qui fut ensuite proviseur puis inspecteur, se retrouve, à l'âge de la retraite, seul et avec le sentiment d'être inutile désormais ; on l'envoie alors dans un «béguinage», maison de retraite modèle pour gens aisés, avec ses «clubs», sa doctoresse, son psychologue.

Il y a bien au début les petites causeries de l'après-midi où Desmulliers essaie encore d'imposer devant un auditoire qu'il espère médusé ! Mais il se lasse vite et lorsque la maladie vient, ce n'est plus qu'un homme pitoyable et tragiquement seul qui se prépare à mourir car «La récréée va finir».

A travers le monologue de cet homme qui égrène ses souvenirs, l'auteur nous fait pénétrer dans l'univers atroce d'une maison de retraite où tout sonne faux. Et devant ces hommes et ces femmes qui vivent en vase clos, coupés du monde dans une antichambre «pilote» de la mort, on se sent très mal à l'aise : c'est très pessimiste et même, à la longue, lassant.

Agiter : pour écrire un bon «polar», il faut du talent, il faut être écrivain. Comme Malet...

Frédérique ARNAUD

L'ENVAHISSANT CADAVRE
DE LA PLAINE MONCEAU
Prix : 39 F
LES RATS DE MONTSOURIS
Prix : 32 F
Léo Malet
Editions des Autres

«Une autre misère», souvent tue par la presse

Après que la pénétration coloniale se fut accomplie, que les hommes furent dépossédés de leurs terres, cette deuxième moitié du 20^e siècle a entamé «un déboisement humain» de la terre maghrébine (autre façon, plus subtile, d'exploiter ses richesses pour le capitalisme français).

Ainsi Tahar Ben Jelloun entame-t-il son étude ; une thèse de doctorat en psychiatrie sociale qu'il a présentée en 1975 à l'université de Paris 7 : «la plus hautes des solitudes» des immigrés maghrébins en France.

L'auteur dénonce ici une misère non avouée généralement, et qui s'ajoute à la surexploitation et à l'isolement dont sont victimes les travailleurs immigrés : leur misère sexuelle.

«Des hommes sont obligés de s'expatrier pour vendre leur force de travail et se trouvent, de ce fait, obligés d'abandonner leur foyer familial et culturel, affectif et sexuel... L'absence d'affectivité... se traduit quotidiennement par l'abstinence forcée et par un refoulement croissant de leurs désirs sexuels. La misère matérielle dans laquelle ils vivent (conditions de travail, logement, exploitation sous différentes formes) est de plus en plus connue et souvent dénoncée. Mais que dire de l'autre misère, moins visible, moins évidente, celle de la solitude, celle qu'ils subissent dans la rue, dans la chambre, dans le sommeil ? On n'en parle jamais». T. Ben Jelloun combat l'imagerie raciste habituelle qui tend à représenter les étrangers comme chargés d'une violence sexuelle qui ne peut se satisfaire que dans la perversité, le viol et le crime. Il démontre même que les immigrés se retrouvent chez nous dans un isolement total, rencontrent hostilité et agressivité, et qu'un tel état d'abandon produit chez eux une grande

souffrance qui leur fait vivre la France comme une terre d'exil.

Conditions matérielles misérables, accidents du travail, licenciements, abstinence sexuelle, produisent des résultats désastreux que seul le «retour au pays» pourrait réduire. Il a conversé au centre de médecine psychosomatique avec une cinquantaine de travailleurs immigrés désespérés. Il cite une vingtaine de ces conversations.

L'étude se voulait originale — et elle l'est — et visait à dénoncer la responsabilité du capitalisme qui détruit toute vie intime des hommes «forts» qu'il avait importés.

La démonstration est faite que ces vies sont déchiquetées ; l'aberration de la conclusion est choquante qui tend à vouloir dire que le fait, pour ces travailleurs, de s'accepter infirmes, les libère ; «cet homme mort échappe enfin à la rentabilité sociale, à la vente de sa propre vie, de sa propre force de travail... Il est l'être libre... Il ne croit plus à rien».

Sophie RANNOUX

LA PLUS HAUTE DES SOLITUDES
Tahar Ben Jelloun
Editions Seuil - Collection «Points actuels»
Réédition 1979 - 179 pages

RECTIFICATIF

Dans l'interview de Robert Lafont parue le samedi 2 juin, il fallait lire à propos de Mistral : «quelle qu'ait été son évolution politique dans la deuxième moitié de sa vie» au lieu de «telle qu'a été son évolution...»

Le peuple prend la parole

BROCHURES (prix : 4 F, frais d'envoi compris)

- E.V. Duval, ouvrier fondeur, général de la Commune.
- Un sabre au service de la bourgeoisie : De Galliffet.
- Le club des prolétaires (mai 1871)
- Un journal sous la Commune : Le prolétaire (fac similé).
- Chants et poèmes d'Irlande.
- Le temps d'apprendre à lutter (poèmes).
- Balzac fait-il œuvre réaliste dans Eugénie Grandet ?
- Littérature et lutte de classes.
- La conception bourgeoise d'un militant ouvrier chez Zola.
- Paul Lafargue : La légende de Victor Hugo (texte critique).
- Essai de contre-manuel : «Le travail manuel, de la réalité historique à la fiction littéraire»
- Des ouvriers écrivent.
- Flora Tristan : Présentation-extraits.
- Alphonse Daudet, un écrivain réactionnaire dans les «contes du lundi».

LIVRES (Prix : 12 F, frais d'envoi compris)

- Norbert Truquin : Mémoires et aventures d'un prolétaire (extraits).
- Flora Tristan : Réalisations-œuvres.

Un album illustré de 200 reproductions : La commune de Paris. (Prix : 20 F, frais d'envoi compris).

Ecrire à l'adresse suivante : règlement par chèque ou par timbres)

Le peuple prend la parole
Boîte postale 52
75 521 Paris cédex 11
C.C.P. Paris 1786251 H
(Joindre à la commande le

Pour les librairies, remise de 30 % ; possibilité de la formule «dépôt», avec paiement régulier après vente.

Dans notre courrier

nous voulons

Paule, 42 ans, mère de famille. Elle voudrait trouver du travail car, dit-elle, «ses enfants sont grands maintenant», mais elle n'a guère d'espoir, n'étant «plus si jeune et sans qualification, avec tout ce chômage...».

Jeanne, 33 ans, ne travaille plus depuis 6 mois. Son contrat n'a pas été renouvelé. Elle espère un stage de formation d'aide-comptable. L'ANPE le lui promet vaguement... dans un an.

gagner notre vie

sans la perdre

Martine, 22 ans, travaille dans une usine de textile.

Elle est à son poste. On voit sa main, son pied se mouvoir en cadence; ses gestes coordonnés semblent automatiques, dociles à la machine.

Son visage, lui, paraît tout absorbé par ses pensées; elle fait et refait mentalement son emploi du temps de la soirée; comment caser le gosse à conduire chez le médecin, le repas du soir, des papiers, du repassage en retard...

Catherine, 30 ans, travaille dans un pool de dactylos. Elle parle et s'agite beaucoup. On la dirait au bord de la crise de nerfs.

Elle vient d'essayer une engueulade de son chef pour une histoire de date dans le courrier. Il lui a dit qu'elle «manquait à tous les réflexes élémentaires nécessaires à la bonne employée de bureau», le tout assorti de quelques considérations générales sur les femmes «toutes pareilles, des têtes de linottes, etc...».

Textile, habillement, électronique, des secteurs entiers à main d'œuvre féminine sont fermés, liquidés ou restructurés par la crise capitaliste.

L'emploi est menacé par l'informatisation du tertiaire. Là encore, les femmes seront massivement touchées.

Dans des villes, et même des régions entières, la situation du marché du travail devient sans issue pour elles, sans que les journaux, la télé ne s'en émeuvent.

SALAIRE D'APPOINT ?

Le salaire des femmes représente 40 % des revenus des ménages.

Les cotisations à la S.S des femmes représentent 10 milliards de francs.

Dans le même temps, des politiciens nombreux appartenant à diverses familles politiques font campagne pour une augmentation de la natalité en France.

Ils rameutent derrière eux tous les tristes champions des croisades anti-avortement, anti-contraception.

Ils rament derrière eux tous les vieux couplets réactionnaires et patriarcaux sur les femmes, ces nostalgiques de la femme soumise subissant ses grossesses comme des «dons du ciel» (voir Debré, les évêques, etc...).

JOURNÉE DE TRAVAIL OU DOUBLE JOURNÉE ?

1 place en crèche pour 1 000 habitants.

Les horaires d'une mère de trois enfants 40 H... + 50 h par semaine.

80 % des femmes déclarent être fatiguées.

Tout se tient. Chômage, natalisme, l'alternative que l'on veut nous imposer. C'est le retour au foyer.

— Marchandises dépréciées, encombrantes sur le marché du travail, il nous tend les bras, nous qui savons «faire beaucoup de

peu», nous, les gérantes habiles de la misère.

— Et notre corps devient un enjeu de salut national pour nos «politiciens chauvins», contre une «France de petits vieux», parias inutiles. Il leur faut des ventres civiques à trois enfants pièce.

RETOUR AU FOYER ?

Les femmes représentent 38,6 % des travailleurs (comme en 1907).

66 % sont employées, 23 % sont ouvrières.

7,3 % des femmes travaillent à temps partiel (2,7 % des hommes)

Femmes, nous n'aurons pas trop de toute notre colère pour refuser cette alternative et défendre notre droit à l'emploi !

Nous savons trop bien qu'un emploi c'est pour beaucoup d'entre nous le droit de ne pas vivre enfermées, de ne pas quémander sans cesse pour soi, pour un enfant... le droit de ne pas se taire, d'étouffer, de ne pas dire la solitude, la dépossession de sa vie au profit des autres, mari, enfants, parents... la vie au rythme des vaisselles, qu'on se demande comment le temps a pu passer, si c'est vrai qu'on a vécu pendant.

Le droit à l'emploi, nous voulons nous battre pour !. C'est la condition indispensable de notre autonomie. Mais nous voulons aussi aller plus loin.

EGALITE DES SALAIRES ?

Les hommes gagnent en moyenne 50 % de plus que les femmes (3 800 F contre 2 500 F).

3 fois plus de femmes que d'hommes sont payées au SMIC quelle que soit la catégorie professionnelle.

90 % des ouvrières gagnent le SMIC ou moins.

Quand pour les 3/4 d'entre nous l'emploi auquel nous avons droit est usant, répétitif, déqualifié, dévalorisé au fur et à mesure qu'on nous l'offre...

Quand il nous astreint à des prouesses horaires quotidiennes pour des salaires minables...

On a aussi le droit d'en avoir marre.

Existe-t-il dans ces conditions le droit à l'emploi pour les femmes ?

Quand le travail, les conditions de travail, de salaire, qui leur sont offerts sont en soi l'un des meilleurs moyens de les acculer à abandonner au bout d'un moment et retourner au foyer !

Plein emploi ?

- 52 % des chômeurs sont des femmes
- Entre 1968 et 1976, 5 fois plus de femmes que d'hommes se sont inscrites à l'ANPE
- Les 3/4 des chômeuses sont ouvrières ou femmes de service.
- 27 % des femmes qui cherchent un premier emploi et inscrites depuis plus de 6 mois à l'ANPE sont des femmes.

NOUS VOULONS LIER LE DROIT A L'EMPLOI A LA REMISE EN CAUSE DES CONDITIONS DE TRAVAIL, DE NOTRE RAPPORT AU TRAVAIL.

NOUS VOULONS DIRE ENSEMBLE tout ce que nos corps et nos têtes en subissent.

Pour pouvoir un jour :

- CASSER la division sexiste du travail
- CASSER la division entre ceux qui pensent et ceux qui exécutent qui est souvent celui qui pense, celle qui exécute.
- CASSER l'engrenage travail-profit-consommation.
- CASSER la ville-travail, la ville-consomme, sans espaces, sans jeux, cernée de boîtes à sommeil.
- CASSER toutes les divisions de cette société d'oppression et d'exploitation.

Pour parler de tout cela, rompre le silence sur ces questions, pour agir... nous nous regroupons et nous nous organisons.

La Coordination des Groupes Femmes d'Entreprises invite toutes les femmes à un meeting sur l'emploi.

Trois forums seront organisés :

- Droit à l'emploi (chômage, salaire, etc.)
- Conditions de travail, discriminations sexistes, etc.
- Temps de travail (temps partiel, horaires variables, double journée, réduction du temps de travail, etc.).

Venez nombreuses discuter avec nous : à l'AGECA 177, rue de Charonne, M^o Alexandre Dumas

LE SAMEDI 16 JUIN DE 14 H A 19 H

Coordination des Groupes femmes d'Entreprises c/o MFPPF 2 rue des Colonnes, 75 002 Paris

LE PRIX D'UN DÉPUTÉ EUROPÉEN : 370 MILLIONS DE CENTIMES

La démocratie... pour les riches

«...Les partisans de l'intégration européenne et de l'élargissement tentent de détourner les travailleurs du scrutin». Voilà ce que dit un communiqué du PCF en date du 6 juin. Passons sur l'imbécilité qui consiste à faire croire que le pouvoir encourage l'abstention pour ne retenir que cet aspect : le PCF a peur que les travailleurs en aient marre du lamentable cirque qui se déroule sous leurs yeux depuis plusieurs mois, il a peur que certains de ses électeurs refusent de cautionner cette parodie de démocratie qui va connaître son terme dimanche soir. «Surtout pas de bulletins nuls, pas de ratures», «VOTEZ», voilà les mots d'ordre commun à Marchais comme à Veil, à Chirac comme à Mitterrand.

Ils sont tous d'accord là-dessus, comme ils ont tous été d'accord pour adopter la scandaleuse loi électorale qui est mise en application aujourd'hui.

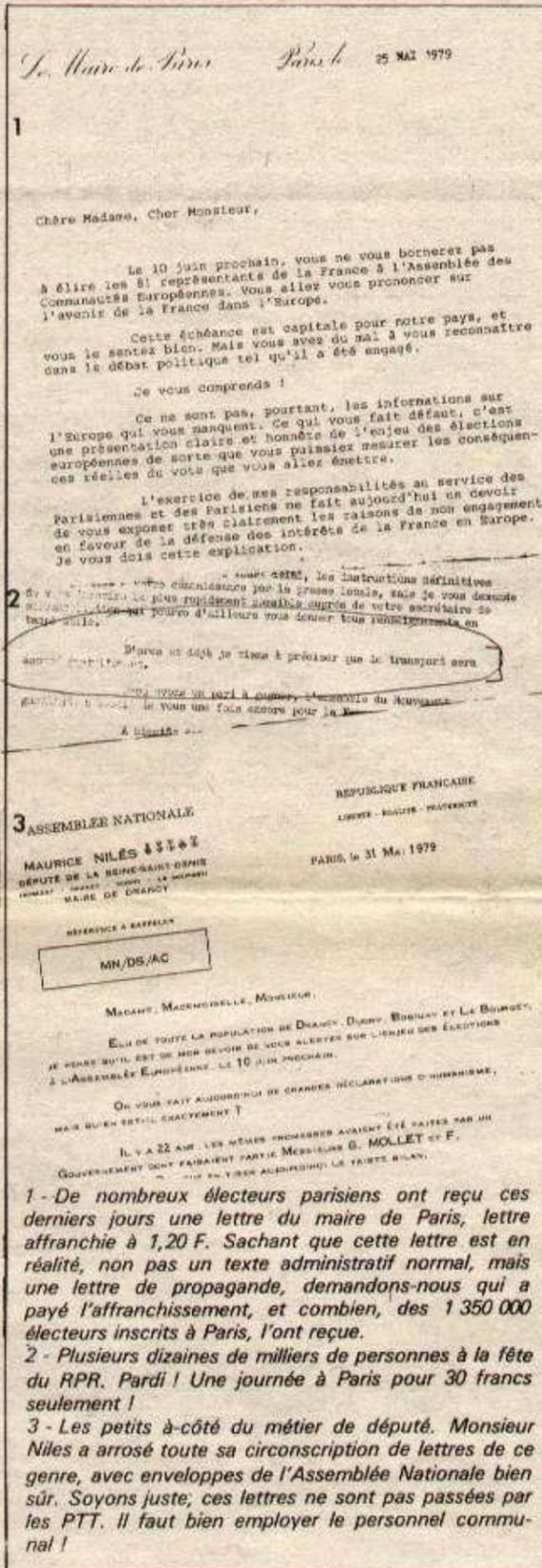
Que faut-il donc, pour participer aux élections, dans la «démocratie française» de 1979 ? Des idées, un point de vue, des candidats ? Non, il faut DE L'ARGENT. A ceux qui ont du fric la possibilité de parler, les autres n'ont qu'à se taire. A ceux qui ont beaucoup d'argent la possibilité de beaucoup parler, à ceux qui en ont moins le droit de faire un petit tour à la télé avant de s'en aller. Des chiffres : les professionnels du marketing estiment que la campagne de Simone Veil a coûté plus cher que cela de Giscard en 1974. Dame, le coût de la vie augmente. Et en 1974 la campagne de Giscard avait coûté 1 milliard et demi de centimes. Avec l'argent de la campagne de Veil, le gouvernement aurait pu donner une prime de plus de 1 000 francs à chaque chômeur inscrit à l'ANPE...

Les autres ne sont pas en reste. Le RPR ? Il a rogné son budget. Les élections ne lui coûteraient «que» 500 millions de centimes, ce que gagnent 50 ouvriers pendant toute leur vie de travail... Le PS ? Un minimum de 500 millions de centimes lui aussi. Idem pour le PCF. Et il ne faudrait pas oublier le milliard (ancien !) de propagande pour l'Europe payé par la Commis-

sion de Bruxelles pour la seule France.

On peut ainsi calculer le prix des suffrages qui reviendront aux quatre : environ 1 200 F la voix... On peut aussi calculer le prix d'un député au Parlement, car bien sûr, «ils» se sont arrangés pour que les 81 sièges réservés à la France ne soient occupés que par des représentants des 4. Le député européen coûte en moyenne 370 millions de centimes. Le phénomène n'est certes pas nouveau — nous sommes en démocratie bourgeoise — mais il prend pour ces élections européennes une ampleur rarement égalée.

Voter pour la droite, Veil ou Chirac, c'est voter pour le plan Barre, c'est approuver le chômage et la vie chère. Voter pour la gauche, c'est soutenir la social-démocratie rance de Mitterrand, ou soutenir le nationalisme et le chauvinisme de Marchais. Mais voter, c'est finalement cautionner la scandaleuse loi électorale, c'est cautionner la sélection par l'argent. Les bulletins que nous déposerons dans l'urne ne seront nuls qu'aux yeux de la bourgeoisie. Ils auront en fait une double signification politique : celle d'affirmer de justes positions politiques, celles-là même que des candidats marxistes-léninistes n'ont pas pu véhiculer faute d'argent. Celle aussi d'affirmer notre condamnation de cette pseudo-démocratie si farouchement défendue par les quatre.



1 - De nombreux électeurs parisiens ont reçu ces derniers jours une lettre du maire de Paris, lettre affranchie à 1,20 F. Sachant que cette lettre est en réalité, non pas un texte administratif normal, mais une lettre de propagande, demandons-nous qui a payé l'affranchissement, et combien, des 1 350 000 électeurs inscrits à Paris, l'ont reçue.

2 - Plusieurs dizaines de milliers de personnes à la fête du RPR. Pardi ! Une journée à Paris pour 30 francs seulement !

3 - Les petits à-côté du métier de député. Monsieur Niles a arrosé toute sa circonscription de lettres de ce genre, avec enveloppes de l'Assemblée Nationale bien sûr. Soyons juste; ces lettres ne sont pas passées par les PTT. Il faut bien employer le personnel communal !

Saviem à Blanville

BRISER LE MUR DU SILENCE

Pour les travailleurs de la Saviem, on en est à un tournant important dans la lutte. La direction, en bloquant toute négociation, attend le pourrissement de la grève. Le silence est de rigueur. Télé Normandie a consacré 15 secondes, mardi et mercredi, à la grève. Jeudi, 8 secondes ! Mais les travailleurs ne veulent pas reprendre sans les 9 licenciés et sans rien obtenir de leurs revendications. Il leur faut donc trouver des formes d'action pour briser ce mur du silence. Ce jeudi, accompagnant la délégation à la Préfecture, un cortège composé d'une cinquantaine de voitures décorées des affiches de l'intersyndicale a défilé dans les rues de Hérouville, princi-

pale banlieue ouvrière de Caen, au centre commercial de Carrefour, et dans les rues de Caen menant à la Préfecture, où les grévistes furent reçus par un sous-fifre. Dans l'après-midi, une centaine d'ouvriers sont allés à Gagny, unité intégrée à RVI, qui distribue les pièces de rechange en Normandie, populariser leur lutte auprès des ouvriers de cette entreprise. Amplifier le mouvement de solidarité, créer les conditions d'un large soutien, telle est la volonté des travailleurs décidés de la Saviem. Ils réclament que s'organise une manifestation interprofessionnelle à Caen, pour aller dans ce sens.

Danièle DELANNOY

● Abstentions massives dans quatre pays pour le scrutin européen

Les élections à l'assemblée de Strasbourg ont déjà eu lieu dans quatre pays européens. Les résultats ne seront pas connus avant dimanche soir, de manière à ce que le dépouillement s'effectue en même temps dans les neuf pays concernés. Mais, d'ores et déjà, on sait que des niveaux d'abstentions record ont été atteints : autour de 50 % en Grande Bretagne et en Irlande, de 40 % en Hollande et plus de la moitié des électeurs au Danemark.

● Arrestations en Bretagne

Cinq Bretons ont été arrêtés par la police. Ils sont accusés d'avoir participé à l'attaque de la villa du commissaire Le Taillanter, spécialisé dans la répression des milieux autonomistes. Le 30 mai dernier, un commando avait fait sauter la villa du policier après l'avoir investie les armes à la main, et avoir évacué son épouse. Trois autres Bretons seraient en fuite, à la suite de la même affaire.

● Interdiction professionnelle

Pierre Boisgontier, chercheur à l'IREP de Grenoble, va recommencer à toucher sa paie de chercheur «en attendant une intégration définitive». L'intégration de Boisgontier au CNRS avait été refusée sur rapport des Renseignements Généraux affirmant que «la manière dont Boisgontier traduit ses opinions politiques dans la vie sociale est incompatible avec le service public». Cependant, c'est le ministère des Universités, et non le CNRS, qui serait sur le point de l'intégrer définitivement. En sorte que, tout en reculant ponctuellement, l'Etat se réserve la possibilité de nouvelles interdictions professionnelles au CNRS.

Pouvoir d'achat VERS UNE NOUVELLE HAUSSE DES COTISATIONS DE SÉCURITÉ SOCIALE

Le temps est loin où Barre, en 1976, donnait comme objectif à son plan d'austérité une limitation de la hausse des prix à 6,5 % par an. Tandis que le chômage montait en flèche, l'inflation s'est maintenue ces dernières années à un rythme (officiel) d'environ 10 % par an. Le mois de mai, en la matière, a apporté la preuve d'une nouvelle accélération. L'indice CGT qui vient d'être publié révèle

une hausse de 1,4 % par rapport au mois d'avril. Les augmentations, toujours selon la même source, ont été de 5 % depuis le début de l'année.

Côté transports, les hausses des chemins de fer et de l'essence ont fait monter le poste de 3,4 % pour le seul mois de mai. Les transports parisiens vont encore monter de 20 % début juillet. La re-

devance de télévision subira également une augmentation. Malgré les assurances données par divers organismes de propriétaires d'immeubles, la libération des loyers au 1^{er} juillet entretient les craintes les plus vives pour ce secteur qui prend une part si importante du revenu des familles populaires : dans tous les cas, on peut difficilement espérer s'en tirer à moins de 10 % d'augmentation.

Or, en même temps, les salaires se sont trouvés rognés en janvier par l'augmentation de 1,5 % sur les prestations sociales. Et, à l'assemblée nationale, le commissaire général au plan Michel Albert s'est fait l'écho de la campagne alarmiste menée actuellement sur le déficit de la sécurité sociale. Il a préconisé un nouveau relèvement de 1 % du taux de prélèvement sur les salaires.

CHINE

Le président du Particomuniste chinois, et premier ministre de la République populaire de Chine, Hua Guofeng, a confirmé ce jeudi qu'il ferait une visite en Europe entre le 15 octobre et le 3 novembre prochains. La première étape de ce voyage sera la France.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Mme Zdena Tomínova, porte-parole de la «Charte 77», a été attaquée mardi soir en rentrant chez elle. Elle a dû être hospitalisée. Elle est la seule porte-parole de la Charte en liberté, après l'arrestation des deux autres porte-parole, il y a une semaine.